

Présentation

Le texte qui suit ne veut ni faire dans l'épouvantable pas plus qu'il ne vise à traiter de "nouveautés". Le but visé est de réaffirmer aujourd'hui comme hier l'existence de DEUX mondes antagoniques, de deux projets complètement opposés! Face à une classe dominante imposant comme fin de l'histoire son propre mode de production -le Capital-, s'affirme à chaque fois plus fortement un projet contradictoire, le Communisme, puisant au fond de la veille société agonisante de nouvelles et puissantes forces pour en venir à bout et tracer la perspective d'une Humanité enfin réconciliée avec elle-même.

La bourgeoisie comme dernière classe de l'Histoire des "sociétés de classes", mais certainement pas de l'Histoire humaine, tente bien entendu de nier ce fait historiquement inéluctable pour réaffirmer et imposer de manière terroriste son système de mort comme seul et unique horizon à des millions d'êtres humains. Rien d'étonnant dans ce cas, à nier, nier jusqu'à la névrose malade, toute expression du nouveau monde que son mode de production appelle à faire éclore comme incontournable résolution et dépassement des contradictions qui le minent.

L'exemple que nous avons choisi d'illustrer pourrait être reproduit à des milliers d'exemplaires pour chacune des explosions sociales qui de temps en temps viennent embellir le ciel maussade de la quotidienneté capitaliste. Si nous nous sommes arrêtés aux événements de mai-juin 1917 en France, c'est bien, si cela était encore nécessaire, pour réaffirmer que, quoi qu'en dise la bourgeoisie, il n'existe et il n'existera aucune possibilité de réaménager, de réformer un monde qui n'a plus que l'holocauste de millions d'individus à offrir comme porte de sortie aux crises qui viennent le secouer périodiquement tel un vieux cadavre putréfié.

L'importance de traiter de ces événements aujourd'hui rejoint aussi la problématique dans laquelle nous, comme d'autres prolétaires qui luttent à travers le monde, nous trouvons face à une situation qui ne se répète pas, mais se caricature chaque jour un peu plus dans une possible solution guerrière à la crise qui secoue le Capital.

Loin de trouver de banales ressemblances, ce que nous tenterons de mettre en avant le long des lignes qui vont suivre sera pour nous des leçons à méditer afin que demain, dans d'autres circonstances peut-être, mais jamais fondamentalement différentes, de telles faiblesses ne puissent plus se reproduire.

Cette contribution doit être considérée comme un ensemble de notes travaillées devant servir de base à une, voire plusieurs, mémoires ouvrières.

Introduction

Les événements dont nous allons traiter sont généralement assez peu connus, même parmi nous. Non seulement pendant ceux-ci la bourgeoisie fera TOUT, absolument tout pour nier leur existence mais, n'y arrivant pas, elle tentera de les travestir pour en donner un contenu différent. Même après plus de 70 ans, le caractère prolétarien de ces événements est nié dans un grand nombre d'ouvrages ou de films traitant de cette période. En d'autres mots: "il ne s'est rien passé". Pourtant...

Cette contribution a pour objectif de **briser le mythe de la localisation de la révolution** durant les années 1917-21. Selon l'idéologie bourgeoise, la déferlante révolutionnaire inaugurée par les événements de février 1917 en Russie n'aurait touché que l'Est de l'Europe.

Si la bourgeoisie a voulu circonscrire la révolution sociale à une zone limitée, c'est pour mieux nier l'existence et l'émergence inéluctable d'une classe UNIVERSELLE antagonique à son mode de vie et de reproduction. L'insurrection prolétarienne ne s'est pas uniquement déroulée entre Saint-Pétersbourg et Moscou. L'épicentre des gigantesques luttes qui ébranlèrent le mode de production capitaliste durant ces années dépasse et de loin le continent est-européen. S'il est vrai que le mouvement fut très étendu en durée comme en profondeur en Russie, force est de constater qu'il fut avant tout MONDIAL: cf nos diverses contributions dont la dernière en ce qui concerne le Brésil.

Pendant cette période, des luttes ont émergé aux quatre coins de la planète. Avec des forces et des faiblesses les prolétaires se sont affrontés à l'Etat mondial, obligeant la bourgeoisie à mettre fin à la guerre pour les mater et empêcher la Révolution de s'étendre. Les premières lueurs de la liquidation sociale enflammèrent d'abord Vienne (grèves et émeutes en 1917) pour s'étendre ensuite à travers toute l'Allemagne, la France, l'Italie (vague d'occupations d'usines de 1918 à 1920), la Serbie, la Roumanie, l'Autriche-Hongrie (janvier 1918), la Bulgarie (grèves et insurrections), l'Espagne (grèves), la Hollande (grèves et émeutes, juillet 1917 et surtout en octobre 1918), l'Angleterre (grèves), jusqu'en Chine, au Brésil et en Patagonie (cf LC n°5).

Se réapproprié notre mémoire collective, c'est lutter avec nos propres armes contre l'histoire bourgeoise. Par cette lutte nous voulons réaffirmer ce que la bourgeoisie a pris tant de soin à nier. La guerre sociale qui ébranla la France entre mai et juin 1917 constitua un des moments du défaitisme révolutionnaire qui gangrèna le capital. Même si ce mouvement ne fut pas aussi profond qu'ailleurs, il témoigne de la richesse de la vague internationale de luttes que le prolétariat mena entre 1917 et 1921. Malgré ses énormes faiblesses c'est tout le programme de la Révolution sociale qui s'y trouve réaffirmé.

Les mutineries qui éclatèrent en 1917 en France et traversèrent presque toute L'armée (80%), sont très peu connues et pour cause! La bourgeoisie a réussi à organiser un black-out presque total sur les événements en ne laissant filtrer que quelques maigres informations. Le film de Stanley Kubrick en est encore une preuve vivante. "Les sentiers de la gloire" qui évoque, de manière absolument trompeuse, ces mutineries, fut interdit de projection en France jusqu'en 1975!

Dans toute son histoire, la bourgeoisie a toujours voulu cacher la moindre émergence du mouvement communiste, de peur qu'il n'aboutisse et balaye définitivement sa domination. Et en effet, il s'en fallut de peu pour que cette vague insurrectionnelle, associant les luttes des ouvriers en grèves dans les usines avec celles des soldats refusant de continuer à crever sur les charniers militaires, atteigne mortellement le coeur de l'Etat en France.

La guerre et la paix sont deux moments corollaires et coexistants de l'exploitation capitaliste comme totalité. Nous tenterons de mettre en avant les groupes et les individus qui appelèrent à transformer **"la guerre de races en guerre de classe"**, prônant ouvertement le défaitisme révolutionnaire **contre** le pacifisme que la social-démocratie -toutes fractions confondues- tentera d'imposer pour désorganiser nos luttes.

Mais qu'est-ce qui peut faire peur à ce point à la bourgeoisie pour qu'elle le cache si ce n'est la guerre de classe, l'affrontement d'un projet de société, le communisme contre un autre: le salariat. Pour casser cette réalité, la désinformation et la censure sont organisées par l'Etat lors de chaque guerre: hier en France, aujourd'hui en Irak ou en Somalie et partout où la bourgeoisie tente de "restaurer l'espoir" pour sauver sa peau, sa domination de classe en massacrant des milliers de prolétaires. En 1914, l'image que la bourgeoisie a voulu donner de la guerre est la même qu'aujourd'hui, parfois avec des formulations différentes: "la guerre courte et joyeuse", les soldats qui partent au front avec "la fleur au fusil", pour "la défense du socialisme et de ses acquis" (voir les justifications avancées par la Social-Démocratie allemande en 1914), la "défense de la Révolution française" (voir les élucubrations bourgeoises d'un Kropotkine), de "la démocratie", de "la civilisation occidentale contre la barbarie" (soit hier les barbares russes et aujourd'hui leur équivalent irakien); et de manière générale, **c'est toujours pour des raisons humanitaires, pour défendre la paix, que la bourgeoisie organise et justifie ses massacres!**

Cette image de la guerre propre, que la bourgeoisie tente d'imposer hier comme aujourd'hui cherche à cacher une réalité macabre. Il n'y a pas de guerre "courte et joyeuse", "propre et sans bavure", "humanitaire" et sans massacre de "civils". Au contraire, la guerre signifie toujours plus de misère et de mort, non seulement sur les champs de bataille mais aussi sur le front de la production où la bourgeoisie profite des conditions extrêmes pour imposer un taux d'extraction de la plus-value encore plus terroriste. En provoquant ainsi une intensification de la misère des prolétaires, la guerre pousse inéluctablement l'antagonisme entre deux réalités opposant toujours plus fortement ceux qui donnent leurs tripes, leurs boyaux, leur sueur aux porcs capitalistes qui s'engraissent et en vivent. Cet antagonisme de classes réémerge pleinement au moment où éclate la résistance des prolétaires contre cette organisation tayloriste de leur mort. Contre la guerre de races, les prolétaires en lutte opposent leur guerre de classe. Contre un projet de société qui a atteint le sommet de l'inhumain en réduisant toute parcelle de vie à un simple objet de valorisation, marchandise malléable, jetable voire même recyclable, s'élève un autre projet: l'abolition de l'esclavage salarié, en germe dans toutes les luttes que mène notre classe. Le Communisme est la négation vivante de cette sinistre farce que la bourgeoisie nous présente comme la "vie" à accepter avec ou sans le sourire.

A partir de février 1917, le ras-le-bol des prolétaires éclate au niveau international obligeant alors le capital à finir au plus tôt SA guerre. C'est le prolétariat qui IMPOSE la cessation des hostilités et non une quelconque volonté pacifique bourgeoise. Si elle en avait eu les moyens, la bourgeoisie aurait certainement fait durer encore quelques années cette saloperie de boucherie humaine. Malheureusement pour elle, face à son ennemi historique, la concurrence acharnée entre ses diverses fractions "nationales" s'estompe pour faire place à l'Union sacrée contre son **véritable** ennemi: le prolétariat révolutionnaire.

Le déclenchement de la révolution russe marque un moment d'accélération de l'histoire. D'instinct, les prolétaires de tous les pays en guerre se sentent interpellés par des événements qui se passent à des milliers de kilomètres d'eux. Ils sentent que cela fait partie d'eux et revendiquent cette communauté de lutte comme la leur. En France, le mot d'ordre des mutins en mai 1917 est: "A bas la guerre et vive la Révolution russe!". Leur lutte exprime la solidarité révolutionnaire qui se base sur une communauté de vie et s'oppose par les armes du défaitisme révolutionnaire à la communauté de mort trouvant son expression la plus ultime dans les monceaux de cadavres que trois années de massacre ont amoncelés. La lutte de ces prolétaires exprime un moment de cette totalité que constitue la montée de la vague révolutionnaire 17-21 à un niveau international. Tel le phénix renaissant de ses cendres, la réaffirmation du projet communiste émergea des charniers.

Chapitre I. Pacifisme et défaitisme avant 1914

En cette fin de XIXème siècle, les contradictions qui minent le Capital sont arrivées à un tel point de généralisation que l'unique solution envisageable pour sauver la bourgeoisie exsangue est la GUERRE.

Sa préparation fiévreuse est visible à tous les niveaux et se marque par différentes crises opposant les fractions concurrentes de la bourgeoisie pour la domination de nouvelles parts du marché mondial. Les conflits qui éclatent: crise de Fachoda entre Anglais et Français (1898), crises marocaines opposant la France et l'Allemagne: Tanger 1905 et Agadir 1911, guerre entre l'Italie et l'Empire ottoman en Tripolitaine 1911, "crise des Balkans" à partir de 1906, etc. se transforment à partir de 1912-13 en autant de guerres localisées. Tout ceci servira de répétition générale à la mobilisation des prolétaires sous les bannières capitalistes.

Face à cette menace, plusieurs réponses prolétariennes tentent d'émerger. A partir de 1905 (1ère vague de luttes au niveau mondial), la Social-démocratie -toutes fractions confondues- (marxistes, anarcho-syndicalistes ou anarchistes) lance des mots d'ordre de **désorganisation** de la lutte des prolétaires contre le capital. Des rassemblements de milliers de moutons bêlant leur adoration de la "paix sociale" n'ont jamais pu arrêter les préparatifs guerriers de la bourgeoisie.

Toutefois, à l'intérieur, comme à l'extérieur de ces organisations contre-révolutionnaires, émergent des minorités qui vont se retrouver par LEUR PRATIQUE SOCIALE en opposition ouverte avec ces partis de l'Ordre. Ces fractions révolutionnaires se révèlent comme le véritable fer de lance de la lutte prolétarienne. Elles entreprennent pendant la décennie précédant le carnage une propagande subversive. Face aux slogans creux de la social-démocratie qui se limite à un très platonique "A bas la guerre", ces minorités s'organisent pour VERITABLEMENT saboter la mobilisation. Cette préparation du défaitisme révolutionnaire est portée par des individus qui se retrouvent souvent à la fois à la Confédération Générale du Travail (CGT) et dans les organisations anarchistes (AIA, FCA)[[1]] ou même parmi les socialistes (SFIO) autour du journal "La Guerre sociale". Mais, tout comme Liebknecht et le SPD, un grand nombre de ces révolutionnaires ne comprendra jamais la nécessité de se mettre en rupture ouverte avec la contre-révolution sociale-démocrate pour réaffirmer pleinement et clairement le Programme Communiste. Ils resteront prisonniers de leurs conceptions sociales-démocrates de l'organisation massive des ouvriers, du "allons vers les masses pour leur apporter la conscience".

Contre leur propre incompréhension de leurs activités, ils se verront dévolus par le capital le rôle le plus sinistre pour des révolutionnaires: servir de rabatteurs les plus radicaux du monde de la Valeur. Par leur radicalisme, ils pousseront les prolétaires dans les bras de la contre-révolution en les appelant à rejoindre la social-démocratie au nom de la lutte pour l'insurrection!

Pourtant, nous ne pouvons nier la tentative qui fut faite par ces minorités pour saboter la mobilisation mais aussi pour pousser ce mouvement plus loin, jusqu'à l'affrontement ouvert à l'enfer bourgeois.

C'est ce que nous allons voir dans les pages qui suivent. Mais avant d'en arriver là, il nous a paru intéressant de faire un petit détour chronologique sur l'avant-guerre pour donner un cadre plus compréhensif aux événements qui vont suivre.

Chronologie

26 décembre 1899: Création du Groupe de propagande antimilitariste de Paris.

En 1901, le révolutionnaire anarchiste Yvetot diffuse un peu partout une brochure qui préconise la grève générale et surtout les moyens pratiques pour la mener à bien.

"Croit-on que les révolutionnaires laisseront librement circuler les trains emportant nos pires ennemis? Allons donc! Ce serait le comble de la naïveté, vu surtout l'extrême facilité qu'il y a d'empêcher de pareils faits de se produire: les rails, les signaux, les fils électriques, les aiguilles de chemins de fer sont autant de machines susceptibles de se détériorer facilement... En outre, il se produira des actes individuels qui, pour être exécutés froidement dans l'ombre, n'en seront que plus terribles et achèveront de démoraliser la classe bourgeoise, par suite de la multiplicité des actes et de l'impossibilité matérielle de les empêcher".

Décembre 1902: création de la **Ligue antimilitariste** [[2]] fondée par des anarchistes et des syndicalistes comme H. Beylie, Paraf-Javal, Libertad, Janvion, Yvetot. Son objectif réformiste est "la suppression des armées", jugées comme le mal absolu et qui nécessitent une lutte "spécifique".

Cette organisation publie trois affiches puis disparaît:

février 1900: "Crimes militaires"

décembre 1900: "Assassins galonnés"

janvier 1901: "Justice militaire".

En 1903, une nouvelle brochure de la Confédération Générale du Travail (CGT) La grève générale-Révolution, écrite par un de ses leaders Girault, contient un chapitre, "Stratégie de la grève générale" qui donne les conseils suivants:

"Mettre le feu aux mines et aux dépôts de combustibles, faire sauter à la dynamite les rails, les ponts, les viaducs, mettre de l'eau de savon dans les chaudières de locomotives, détruire les aiguillages et arroser de pétrole les stocks de charbon, raser les usines par le fer et le feu, piller les grands magasins, les caves, les greniers, incendier les études d'huissier, de notaires, etc.; arrêter et désarmer les officiers au saut du lit, faire sauter les poudrières, dévaliser les arsenaux, supprimer tous les fonctionnaires, etc."

En 1904, alors qu'éclate la guerre russo-japonaise, le Congrès de la CGT à Bourges vote un ordre du jour contre la guerre qui:

"engage les travailleurs à se tenir rigoureusement en dehors des conflits entre nations et à garder précieusement toute leur énergie contre les capitalistes".

En juin 1904, des anarchistes autour de Domela Nieuwenhuis convoquent le **Congrès anti-militariste d'Amsterdam** à l'issue duquel est créée l'**Association internationale antimilitariste (AIA)**. La Ligue antimilitariste devient la section française de l'AIA. On y retrouve l'anarchiste Yvetot et le socialiste Almereyda en tant que secrétaires. Almereyda (pseudonyme d'Eugène Vigo) est rédacteur au "Libertaire" et membre de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Yvetot est le secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail (CGT). Il installe les locaux de l'AIA dans un local de la CGT, 33 rue Grange-aux-Belles à Paris.

La devise de l'AIA nous est bien connue même aujourd'hui puisque nous la retrouvons dans toutes les manifestations pacifistes des années '80 en Europe occidentale:

"Pas un homme, pas un centime pour le militarisme".

Son objectif est de combattre le militarisme et de réunir:

"les forces éparses de l'antimilitarisme militant. Elle entreprendra internationalement une vaste et constante agitation, une propagande hardie de toute heure".

Cette critique partielle ne globalise pas la guerre comme une des phases de vie du mode de production et de reproduction du capital -la paix étant son frère jumeau!- mais comme un **moment particulier**, une forme particulière contre laquelle le prolétariat doit se battre à côté d'une multitude d'autres "fronts": le salaire, la culture, la politique, l'enseignement, les coopératives, les jeunes, les femmes...

L'activité de l'AIA-section française est très impressionnante et connaît beaucoup de succès. En un an plusieurs sections sont créées à Paris et dans la banlieue, ainsi que dans un grand nombre de villes de province. Une intense propagande s'organise autour de brochures, tracts, affiches, meetings et journaux, notamment à l'occasion des Conseils de Révision et du départ des conscrits.

Le 14, 15 et 16 juillet 1905: l'AIA tient un **Congrès à Saint-Etienne** auquel assiste le socialiste Gustave Hervé. Une partie du congrès fut consacrée à trouver une réponse en cas de guerre. Déjà en 1868, l'AIT avait décidé au Congrès de Bruxelles que les prolétaires doivent:

"cesser tout travail dans le cas ou une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs." L'Internationale T1, p.69.

A ce mot d'ordre le congrès de Saint-Etienne de 1905 ajouta celui de l'**INSURRECTION!**

"Le congrès décide... d'opposer en cas de déclaration de guerre, l'action insurrectionnelle à l'entreprise financière des gouvernants et préconise, en souhaitant que cette idée se généralise, la grève des réservistes et l'insoumission des hommes sous les drapeaux." (Le Libertaire n°38)

Le congrès adopte une **affiche: "Aux conscrits"**, qui est rapidement collée partout en France en octobre **1905**. En voici les passages les plus significatifs:

"Conscrits,
Voici l'instant de payer votre dette à la Patrie (...)

La Patrie bourgeoise qui vous réclame des années de servitude et qui exige au besoin le sacrifice de votre existence, n'a jamais été pour vous qu'une marâtre.
Vous ne lui devez ni dévouement, ni obéissance...

Quand on vous commandera de décharger vos fusils sur vos frères de misère (comme cela s'est produit à Châlons, à la Martinique, à Limoges), travailleurs, soldats de demain, vous n'hésitez pas, vous n'obéirez pas. Vous tirerez, mais non sur vos camarades. Vous tirerez sur les soudards galonnés qui oseront vous donner de pareils ordres.

Quand on vous enverra à la frontière défendre le coffre-fort des capitalistes contre d'autres travailleurs abusés comme vous l'êtes vous-mêmes, vous ne marcherez pas. Toute guerre est criminelle. A l'ordre de mobilisation, vous répondrez par la grève immédiate et par l'insurrection..."

Impressionnant lorsqu'on connaît la suite...

L'affiche est signée par 31 personnes parmi lesquels des socialistes (Hervé et Almereyda), des syndicalistes (Bousquet, Louis Matha) et des anarchistes (Charles Desplanques, Urbain Gohier, Victor Méric, Han Ryner, Louis Grandidier).

Suite à ce collage, la répression s'abat sur l'AIA. 28 signataires de l'affiche sont inculpés pour "provocation de militaires à la désobéissance". 26 d'entre eux sont condamnés à des peines de prison. Parmi ceux-ci, Gustave Hervé prend 4 ans de prison ferme, Yvetot, Almereyda et Sandrin (pseudonyme de Cibot): 3 ans, etc.

En janvier et en février 1906 l'affiche "Aux Conscrits" est à nouveau placardée malgré ces emprisonnements. La répression s'abat encore plus fortement. L'organisation est décimée en 1907.

En décembre 1905, la Bourse du Travail de Paris (Yvetot) adresse un questionnaire à toutes les fédérations de la CGT:

"A la déclaration de guerre, répondrez-vous par la grève générale Révolutionnaire, c'est-à-dire par la Révolution?
Nous comptons sur une réponse affirmative unanime".

A partir de 1906, la propagande antimilitariste de la CGT se radicalise sous la pression des militants anarchistes révolutionnaires.

Au Congrès d'Amiens en octobre 1906, la CGT décide en effet que:

"La propagande ANTIMILITARISTE ET ANTIPATRIOTIQUE DOIT DEVENIR TOUJOURS PLUS INTENSE et audacieuse".

Au Congrès de Marseille en octobre 1908 la question de "l'Antimilitarisme et l'attitude de la classe ouvrière en cas de mobilisation" est considérée comme prioritaire. Les déclarations et résolutions prises par les participants témoignent des contradictions qui traversent cette organisation ouvertement réformiste:

"Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, **les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies: la classe ouvrière et la classe capitaliste.**

Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale: "Les travailleurs n'ont pas de patrie! En conséquence toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications."

Les moyens préconisés -par certains qui entraînent la majorité des congressistes- pour répondre à la guerre se résument par des slogans défaitistes. Pour le délégué Costes les travailleurs doivent, en cas de mobilisation:

"Répondre à l'ordre d'appel, endosser l'uniforme et prendre les armes qu'on leur donne" pour ensuite "décréter l'insurrection et la révolte sociale" "au lieu de se battre contre des individus inconnus qui ne nous ont rien fait".

Malgré ce ton radical, assez peu de choses sont faites concrètement pour préparer l'insurrection. Il s'agit de bonnes intentions sans plus. La CGT comme toute organisation social-démocrate se contentera d'apporter la "conscience révolutionnaire" aux masses pour qu'elles déclenchent d'elles-mêmes l'insurrection:

"Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, **faire l'instruction des travailleurs**, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent par une déclaration de grève générale révolutionnaire".

Du côté des anarchistes, le **Congrès International anarchiste tenu à Amsterdam en 1907** vote à l'unanimité la résolution suivante qui laisse transparaître le même idéalisme:

"Les anarchistes ... engagent leurs camarades -et en général tous les hommes aspirant à la liberté- à lutter selon les circonstances et leur tempérament, et, par tous les moyens, à la révolte individuelle, au refus de service isolé ou collectif, à la désobéissance passive et active et à la grève militaire pour la destruction radicale des instruments de domination.

Ils expriment l'espoir que tous les peuples intéressés répondront à toute déclaration de guerre par l'insurrection.

Ils déclarent penser que les anarchistes donneront l'exemple."

Dans les années suivantes, la propagande antimilitariste s'intensifie et s'organise.

En 1908, les Hervéistes projettent la constitution d'un "Parti Révolutionnaire" en-dehors de la SFIO. Pour stopper la guerre de plus en plus présente, ils conseillent d'entraver tout de suite la mobilisation dès son annonce:

"Les militants connus iront à la caserne, surtout ceux des campagnes (qui)... ont une supériorité sur ceux des villes: à deux ou trois reprises, ils peuvent entraver la mobilisation par le sabotage des postes et des lignes télégraphiques et téléphoniques et de la voie ferrée ainsi que par la destruction des affiches de la mobilisation.

D'après une enquête de La Guerre Sociale.

Jean Maitron (in Histoire du Mouvement Anarchiste en France. Tome I) signale l'énorme poids qu'ont eu ces différentes campagnes antimilitaristes en se basant sur le nombre de réfractaires, déserteurs et insoumis. Ce que cet auteur passe sous silence c'est l'énorme vague de lutte qui déferla au niveau mondial aux alentours de 1905.

En voici quelques chiffres tout de même impressionnants si l'on pense à la France gauchiste d'après mai '68 (c'est un clin d'oeil!):

1898: 6.582

1902: 5.991

1907: 14.067

1908: 13.129

jusqu'en 1912: 12.000 à 13.000 par an!!!

Le 31 décembre 1911, le nombre de déserteurs et d'insoumis recherchés par la police française atteint le chiffre considérable de **76.723** soit l'effectif total de 2 Corps d'armée de l'époque!!! De quoi inquiéter un grand nombre de bourgeois qui se préparent depuis l'"affaire" d'Agadir à la guerre contre l'Allemagne.

En 1910, l'anarchiste Louis Lecoin effectuant alors son service militaire, refuse d'intervenir contre des cheminots en grève. Il est condamné à six mois de prison pour désobéissance. Le **Comité de Défense sociale** (anarchistes et syndicalistes) et certains groupes anarchistes organisent des meetings en sa faveur. Des articles appelant à l'indiscipline dans l'armée sont publiés dans les journaux anarchistes et syndicalistes. Dans celui qui s'intitule "L'Exemple du soldat Lecoin", paru dans Le Libertaire du 27 novembre 1910, Pétrus prône la grève, l'insoumission et la révolte dans une armée qui ne peut être réformée mais doit être détruite:

"...le jour où il serait répondu à toutes leurs mesures de salut national et public par la plus irrésistible de toutes les grèves: la grève des soldats.

Le cas du soldat Lecoin n'est pas pour rassurer [les gouvernants et les financiers]. Pour nous, c'est un encouragement et un exemple.

Pour nous qui haïssons l'armée sans détour ni réticence, nous qui ne désirons ni la voir réformée comme humanitaire, ni l'utiliser comme certains "révolutionnaires", nous qui aspirons à son anéantissement total, entraînant l'écroulement de toutes les tyrannies, nous sommes heureux de saluer chaque progrès du mal dont elle crèvera: l'indiscipline.

Et c'est notre rôle à nous de l'aggraver, de "démoraliser" d'avantage cette armée nationale chère à tous les politiciens; de proclamer sans relâche l'ignominie de son rôle en temps de paix et de guerre jusqu'au jour où, minée par la désertion, l'insoumission et la révolte, elle éclatera comme un vieux fusil rouillé entre les mains des bandits qui nous gouvernent"

De son côté, Hervé (SFIO) prône la conquête de l'armée dans son journal "La Guerre Sociale". Pour lui, les révolutionnaires doivent entrer dans l'armée pour conquérir les grades, prendre les armes et se préparer activement pour l'organisation militaire de l'insurrection.

La Fédération Communiste Anarchiste (FCA)

Par rapport à toute cette propagande qui ne dépasse que rarement le pacifisme radical, des prolétaires vont s'organiser en-dehors et souvent pratiquement contre les deux grandes organisations sociales-démocrates: la SFIO et la CGT. S'étant retrouvés en minorité dans l'organisation syndicale en 1909, des anciens dirigeants de l'AIA -rejoints par d'autres militants- fondent la **Fédération Internationale Révolutionnaire (FIR)**.

Celle-ci regroupe des syndicalistes révolutionnaires (CGT), des anarchistes et des "sans-parti" prônant l'action directe: insurrection, grève, sabotage, antipatriotisme. La FIR devient en 1910 la Fédération Communiste Révolutionnaire. Cette dernière est remplacée en avril 1911 par la Fédération Communiste-anarchiste Révolutionnaire (FCR) qui se transforme en juin de la même année en **Fédération Communiste Anarchiste (FCA)**.

Entre 1911 et 1914, ces militants propagent des méthodes révolutionnaires d'action directe. Plusieurs brochures sont diffusées. Elles prônent non seulement la désertion et l'insoumission en cas de guerre mais donnent aussi des consignes concrètes de sabotage de l'armée et de la mobilisation.

Lors du **Congrès de fondation de la Fédération Communiste Anarchiste (FCA) tenu à Paris le 4 juin 1911**, les militants présents adoptent le **programme de sabotage de la mobilisation** déjà tracé le 16 avril 1911 par l'**Organisation de Combat de la FCR**:

"Dès le signal de la mobilisation, il faut:

1° Saboter immédiatement et complètement le réseau de l'Est (voies ferrées, fils télégraphiques et téléphoniques, matériel roulant...), détruire par la dynamite les viaducs, tunnels, réserves de charbon, quais d'embarquement militaires etc.;

2° Saboter les autres réseaux partout où ce sera possible;

3° Arrêter immédiatement les préfets, les sous-préfets, maires, commissaires de police, magistrats..., les mettre dans l'impossibilité de nuire et en faire des otages;

4° Procéder immédiatement à des expériences sur la terrasse de la Bellevilloise, 23 rue Boyer, pour voir s'il ne serait pas possible de capter ou de brouiller les communications de télégraphes sans fil lancées par la tour Eiffel."

Ce programme est modifié au cours d'une réunion tenue le 6 août 1911 et à laquelle "les camarades habitant la banlieue Est de Paris sont spécialement invités". Au cours de cette réunion, Emile Martin, militant de la FCA et trésorier du syndicat du Bâtiment (CGT), énonce les modalités pratiques de sabotage de la mobilisation et distribue les tâches que différents groupes doivent entreprendre pour mener à bien ce travail:

"Camarades vous savez que notre plan de sabotage en cas de mobilisation aura sans nul doute été transmis à la Sûreté générale et à la Préfecture de police par les mouchards que le service de la Sûreté révolutionnaire a découverts [\[3\]](#); il faut donc en changer quelques points.

...Immédiatement après la déclaration de guerre, une heure après s'il est possible, faire sauter les rails des lignes de Noisy-le-Sec et St-Denis et le Pont de Mulhouse qui sont les points désignés pour empêcher le départ des troupes de Paris: les groupes de Pantin, des Lilas, d'Aubervilliers, de Vincennes et le groupe du 20ème de Paris sont tout désignés pour ces travaux; en outre ils devront couper les fils télégraphiques, ceci est de première importance.

Pour l'Etat, les gares de Saint-Lazare, Montparnasse, Saint-Cyr-l'Ecole et Courbevoie sont les points les plus propices pour isoler la capitale: les groupes de Bezons, Courbevoie, le 14ème et le 15ème arrondissement devront s'en charger.

Pour les lignes de Lyon et d'Orléans, les points de Juvisy et Villeneuve-St-Georges sont confiés aux groupes de Sceaux et de Villeneuve; notre camarade Durupt [\[4\]](#) a dans ce dernier groupe des camarades résolus en lesquels on peut avoir toute confiance, car ils se sont déjà plusieurs fois signalés.

Les groupes de Paris devront faire sauter l'Hôtel des Postes et le Bureau central de la rue de Grenelle.

La chose la plus importante et en même temps la plus périlleuse consistera à détruire les appareils de télégraphie sans fil de la Tour Eiffel."

Jacquemin (militant à la FCA et à la CGT) fait remarquer qu'il existe des avions, Martin répond:

"On a pris toutes les dispositions nécessaires pour que les champs d'aviation de Buc et d'Yssy-les-Moulineaux soient surveillés par les copains; il en sera de même de celui de Reims, où les camarades de cette ville pensent faire de leur côté du bon travail.

Toujours à Paris on devra tenter de faire sauter le palais présidentiel, les ministères de l'Intérieur, de la Guerre, des Finances, afin de semer le désarroi.

Pour cela, la CGT, qui doit décréter la grève générale, nous prêter son précieux concours.

Il est facile de se procurer de la dynamite; il y a autour de Paris assez de carrières... Chaque groupe, et même chaque militant, devra en avoir à sa disposition dès maintenant. Nous avons la promesse des camarades travaillant dans les carrières de nous aider dans notre tâche."

Nous n'insisterons jamais assez tout au long de ce texte sur les énormes illusions que ces prolétaires en ruptures portent sur l'organisation syndicale. Comme nous le verrons plus loin, les révolutionnaires attendront jusqu'à la dernière minute un mot d'ordre "d'insurrection" de la CGT qui ne viendra jamais, au contraire. Pour plus de détails, nous renvoyons le lecteur à notre revue centrale en français n°36 "A propos de la Social-démocratie comme parti patriotique..."

Cette même année 1911, la CGT organise plusieurs meetings "contre la guerre" lors desquels les orateurs affirment que les travailleurs doivent répondre à l'ordre de mobilisation par la grève générale et l'insurrection. Mais ces appels restent de platoniques slogans sans lendemains. Toujours sous la pression des militants les plus radicaux, la CGT organise, le 1er octobre 1911, une conférence extraordinaire des Bourses du Travail et de ses Fédérations sur le thème des "mesures à prendre pour mettre en application les décisions des congrès confédéraux sur l'attitude du prolétariat en cas de guerre".

Mais le parlementarisme de ce genre d'assemblée ne se prête pas à l'action. Les plus radicaux des délégués sont dilués dans une masse amorphe d'ouvriers qui n'ont que le mot de paix à la bouche. Seul le délégué des mineurs affirme que la Fédération Nationale des Mineurs est prête en cas d'insurrection généralisée à agir:

"Nous avons étudié les moyens pour tout arrêter. Permettez-moi de ne pas divulguer ces moyens."

Face à une minorité qui pousse à CONCRETISER par une pratique sociale adéquate le sabotage de la mobilisation, la majorité de la CGT se retranche derrière des slogans creux:

"La déclaration de guerre doit être pour le travailleur, le mot d'ordre de la cessation du travail."

La seule chose qui sera décidée par la CGT c'est une tournée de conférences dans toute la France. **Seules les Jeunesses syndicalistes (JS) sentent la nécessité d'aller plus loin.**

En septembre 1912, le Congrès des JS examine les diverses phases d'une action révolutionnaire à entreprendre en cas d'une guerre européenne pour désorganiser la mobilisation et se donne le rôle que toute minorité agissante révolutionnaire doit poursuivre: préparer la révolution. Lors du conflit des Balkans, les militants des JS (comme Liothier de Saint-Etienne) travailleront avec les militants les plus radicaux de la FCA.

La guerre des Balkans

Dès le début de la guerre des Balkans (septembre 1912) -perçue comme une répétition générale de la mobilisation- la CGT intensifie la confusion qui règne au sein du prolétariat en organisant un grand nombre de meetings pacifistes.

Du côté de la FCA, le 13 septembre 1912, Louis Lecoin, un de ses secrétaires, envisage une éventuelle mobilisation:

"Voici la solution pratique pour le cas d'une mobilisation. Au premier jour, une dizaine de camarades conscients, comme il s'en trouve certainement dans chaque régiment, sortent en ville porteurs d'un pli quelconque à l'adresse d'un officier ou d'un général. Lorsque le camarade est en présence de ce dernier, il agit, et agit c'est supprimer l'officier."

En octobre 1912, la FCA publie une "**Affiche aux Conscrits**", signée par "Le Groupe des Conscrits - Fédération Communiste Anarchiste" qui appelle à l'insoumission et à la désertion sans toutefois

amener cette critique de l'armée et du militarisme vers une critique plus globale du mode de production capitaliste qui engendre inévitablement la guerre contre laquelle la seule réponse n'est pas l'antimilitarisme, mais la Révolution:

"Aujourd'hui, Insoumis,
Demain, Réfractaire,
Plus tard, Déserteur, ...

Nous voulons la disparition des armées, l'abolition du militarisme, nous ne croyons pas que ce soit en allant passivement à la Caserne que nous atteindrons ce but. Contre cet attentat à notre liberté, nous protestons, au contraire, de la manière la plus énergique.

Nous refusons de nous incliner, nous refusons d'obéir!...

Nous ne désertons pas par peur de la lutte, ou par lâcheté. Que nos frères de travail se dressent enfin un jour contre l'Autorité sous toutes ses formes, alors nous répondrons "présents"!

Mais aujourd'hui, nous crions aux fils d'ouvriers, à tous ceux qui, ayant des intérêts communs devraient agir de façon identique:

N'allez pas à la caserne! Ne contribuez pas par votre passivité à perpétuer ce fléau: le militarisme!

DESERTEZ!"

Face à la menace d'un conflit à l'échelle européenne que la guerre des Balkans fait pressentir, les révolutionnaires mettent en avant la nécessité, vitale pour notre classe, de la préparation et de l'organisation de la lutte contre la guerre. Il n'y a qu'une seule réponse en cas de guerre: la Révolution avec comme armes de combat le sabotage de la mobilisation, l'insoumission, la désertion, jusqu'à l'insurrection.

Le 15 octobre 1912. La FCA distribue un tract: "**La Guerre**":

"Ne va pas à la boucherie! Refuse-toi à tout service! Arme-toi et sois prêt à t'insurger! Que la déclaration de guerre soit le signal de l'insurrection et de la chute de l'ignoble régime que nous subissons."

Ce tract accompagne un Manifeste: "Si la guerre éclate, ce que nous ferons", déjà paru dans le 1er numéro de Mouvement Anarchiste [\[\[5\]\]](#), revue dirigée par **Henri Combes** [\[\[6\]\]](#) et qui semble être l'organe central de la FCA. Combes épingle la différence qui existe entre la CGT qui lance des mots d'ordre et la FCA **qui, elle, agit**:

"Dans les congrès corporatifs, les travailleurs ont proclamé qu'ils répondraient à la mobilisation par **la grève générale révolutionnaire**. De son côté, la Fédération Communiste Anarchiste, qui groupe tous les anarchistes du pays, a préparé pratiquement le sabotage de l'armée et de la mobilisation en cas de guerre."

La revue Mouvement Anarchiste publie d'ailleurs des articles analysant les moyens pratiques de sabotage de la mobilisation.

Un article paru dans le n°3 reprend et étend ce mot d'ordre:

"C'est le sabotage de la mobilisation qui s'impose, la révolte des soldats, la grève des appelés, les canons et les fusils mis hors service, les explosifs fusant en feu d'artifice dans les poudreries saccagées, les chemins de fer sabotés et les locomotives immobilisées".

Il contient aussi une rubrique spéciale intitulée "Recettes utiles":

"Pour mettre un canon hors d'état de nuire, il suffit d'enlever le bouchon avant du frein hydropneumatique".

Dans le n°4 de novembre, Henry Combes démontre, gravures et détails techniques à l'appui que la sabotage d'un canon de 75 mm (le plus répandu dans l'armée française) est des plus aisés.

"En cas de mobilisation quelques camarades peuvent immobiliser de cette façon, en quelques heures, des centaines de canon."

De nombreux tracts édités par la FCA donnent le même type de conseils.

Toujours dans le numéro 4, Combes invite les travailleurs prêts à saboter la mobilisation à s'entendre avec la FCA pour réaliser pratiquement cette action

Le Mouvement anarchiste n°5 de décembre, indique dans les "Recettes utiles (suite)", les "moyens de saboter les locomotives, moteurs et fusils Lebel".

La bourgeoisie ne laissera pas se développer ce genre de ruptures pratiques avec la paix sociale. Non seulement la revue sera interdite mais tous les détenteurs de celle-ci seront impitoyablement pourchassés. Quant à l'âme même de cet organe de la FCA, Henri Combes, il sera poursuivi et obligé de s'exiler en Angleterre en décembre 1912 [7].

Par solidarité, le Comité d'Entente des Jeunesses Syndicalistes (JS-CGT) fait distribuer de nombreux tracts reproduisant les articles incriminés.

Durant les mois de novembre et décembre 1912, le sabotage de la mobilisation est préconisé au cours d'une série impressionnante de meetings organisés conjointement par les Jeunesses syndicalistes et la FCA. Paris et plusieurs villes de province comme dans la région de Lyon: Vienne, Grand-Croix, Saint-Etienne... sont touchées par cette intense propagande.

Le 7 novembre 1912, **Eugène Boudot**, qui milite à la FCA et écrit pour "Mouvement Anarchiste", déclare lors d'une réunion au Pré Saint-Gervais:

"Les militants qui connaissent des officiers et savent où ils demeurent ne devront pas hésiter, en cas de mobilisation, à mettre ces bêtes malfaisantes dans l'impossibilité de nuire."

Le 8 novembre, à la Bourse du Travail de Chazelles-sur-Lyon, **Liothier**, militant très actif de la Jeunesse syndicaliste de Saint-Etienne, déclare:

"Ce qu'il faut faire c'est empêcher la mobilisation et la concentration des troupes? Dans quelles conditions? Ecoutez: si vous voulez partir au reçu de votre feuille de mobilisation, vous n'avez qu'à ne pas couper les fils télégraphiques, les poteaux, à ne pas faire dérailler les trains. Si au contraire vous ne voulez pas partir, vous m'avez compris."

Le 9 novembre 1912 à Chalon, l'anarchiste Grimbert proclame lors d'une réunion:

"Si on nous donne des fusils, nous ne nous en servons pas contre nos frères de misère, mais pour nous procurer du pain."

Puis le 12 novembre, lors d'un meeting à Paris, Boudot (FCA) se livre à un "Véritable cours de sabotage": déraillement des trains, destruction des poudreries, etc.

Le 14 novembre a lieu un grand meeting à Paris, Lecoin (secrétaire de la FCA) dresse la liste des actes à accomplir pour saboter la mobilisation:

"Pour rendre impossible la concentration des troupes et empêcher ceux qui, trop inconscients et trop lâches, répondraient à l'ordre de mobilisation et iraient se faire tuer pour la défense du coffre-fort, il faudrait saboter les lignes de chemin de fer, faire sauter les ouvrages d'art, empêcher les plaques tournantes de fonctionner et arrêter le mécanisme des signaux.

Pour les militants qui seraient déjà incorporés, le sabotage du matériel de guerre s'imposerait. En enlevant la clavette d'arrêt du canon de 75 mm, la pièce est hors d'usage après le départ du premier coup...

Un autre moyen d'arrêter la mobilisation consiste à profiter du désarroi causé par la mobilisation pour assassiner l'un après l'autre tous les officiers du régiment."

Eugène Boudot le suit à la tribune et abonde dans le même sens.

Le 16 novembre 1912, à la Bourse du Travail (CGT) de Lorient, Le Leve, du syndicat de l'Arsenal s'écrie:

"Nous, ouvriers, nous ne marcherons pas. Il faudra faire son possible pour que les trains, le télégraphe et le téléphone ne marchent plus."

Le même jour, à la Bourse du Travail d'Alais, Mazet, son secrétaire, déclare:

"Le meilleur moyen d'éviter la guerre, c'est de refuser d'être des assassins... Quand nous nous trouverons en face des casques à pointe, ce n'est pas contre ceux-là que nous nous battons!... Au jour de la mobilisation, les cheminots qui sont adhérents à la CGT sauront faire leur devoir. Ce jour-là ils sauront travailler: si on enlève les rails, les trains partiront-ils?"

Pendant ce temps dans un autre meeting syndicaliste, à Paris cette fois, Aubin (CGT) conseille de saboter les voies ferrées (plaques tournantes, aiguilles) en cas de mobilisation.

Le 17 novembre 1912 à Amiens, au cours d'un meeting anarchiste, Calazel dit:

"Si malgré tout la guerre éclate, nous saurons reconnaître nos ennemis aux galons qu'ils portent sur leurs manches".

Le même jour à la Bourse du Travail de St-Etienne, Liothier (Jeunesse syndicaliste) s'écrie:

"Le moment de se préparer est venu! Il faut au plus tôt se munir de revolvers, pinces, cisailles, et de tout autre objet nécessaire à la destruction... du tunnel de Terrenoire notamment, et de toutes les guérites qui sont le point de départ des fils télégraphiques."

Le 23 et le 24 novembre 1912 lors d'un nouveau meeting à St-Etienne et à Grand-croix, il déclare encore:

"Si la classe ouvrière veut obéir aux ordres militaires, il ne faudra pas saboter la mobilisation. Pour conduire les troupes à la frontière, il y a des trains qui courent sur des rails; ces rails obéissent à des aiguilles. Ceux qui voudront sauver la Patrie n'auront qu'à laisser tout cela en état, ceux qui au contraire, se refuseront à être convertis en chair à canon... je vous laisse le soin de conclure".

Le 24 et 25 novembre 1912, la CGT organise à Paris un Congrès extraordinaire contre la guerre soutenu officiellement par la Fédération Communiste Anarchiste. On voit ici toute la contradiction qui traverse la FCA. A la fois tentative de centraliser les prolétaires en lutte ouverte contre le pacifisme bêlant et énorme illusion sur la possibilité de "redresser" une organisation réformiste comme la CGT où ils se retrouvent à chaque fois ultra-minoritaires!

Dès le premier jour, **Henri Combes** qui est à la fois le secrétaire de la FCA [8], le directeur de la revue "Mouvement anarchiste" et membre de l'Union des Syndicats de la Seine (CGT), distribue aux 450 représentants de 1540 organisations une circulaire ultra-violente, inspirée de la propagande de la FCA. Il espère la faire adopter par la CGT pour pouvoir donner une portée très large et générale à l'organisation et à la préparation du sabotage de la mobilisation:

"Le Congrès, reconnaissant qu'il faut à tout prix paralyser la mobilisation, déclare qu'il est nécessaire d'essayer les moyens les plus efficaces pour atteindre ce but:

Décide:

1. D'engager les syndicats à se soulever en cas d'arrestation préventive de leurs militants, et aussi à mettre debout la grève générale;

2. Des recettes pratiques sont portées à la connaissance des travailleurs par des journaux, des brochures sur la manière de procéder pour entraver la mobilisation et entraver les communications: destructions des voies ferrées, rupture des fils téléphoniques et des câbles souterrains;

3. Pour empêcher le travail nocif de la presse bourgeoise, il engage les imprimeurs et les ouvriers à détruire les rotatives des journaux, à moins qu'elles ne puissent être utilisées pour notre cause;

4. Chaque organisation donnera l'ordre à ses adhérents de ne répondre à aucun ordre de mobilisation;

5. Des groupes secrets, des compagnons sûrs, auxquels la topographie exacte des lieux aura été enseignée au moyen de cartes, se porteront sur les points vulnérables de la défense nationale et attaqueront".

Enfin, la CGT adopte les moyens pratiques pour s'opposer à la mobilisation que la FCA préconise déjà depuis plus d'un an:

1. Sabotage des moyens de transport ou de communication;

2. Refus d'obéissance à l'ordre de mobilisation.

Pour appliquer le point 1, les délégués promettent d'employer les différents procédés de sabotage "connus de tous les affiliés de la CGT": sabotage des voies ferrées, des fils télégraphiques et téléphoniques, du pain et des denrées alimentaires, destruction des imprimeries, des journaux bourgeois, etc. **Le congrès décide de publier une brochure spéciale** contenant tous les procédés de sabotage applicables dans chaque corporation!

Pour réaliser ce sabotage TOUS les délégués adoptent la résolution suivante:

"Le Congrès ne reconnaît pas à l'Etat bourgeois le droit de disposer de la classe ouvrière. Celle-ci est décidée à profiter de toute crise sociale pour recourir à une action révolutionnaire.

D'où il découle que si par folie ou par calcul, le pays au sein duquel nous sommes placés, se lançait dans une aventure guerrière, au mépris de notre opposition ou de nos avertissements, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires: les capitalistes.

Désertant l'usine, la mine, etc... les prolétaires devront se réunir dans les lieux de groupements de leur localité pour y prendre toute mesure dictée par les circonstances et le milieu, avec comme objectif, la conquête de leur émancipation et comme moyen: la grève générale révolutionnaire."

Et comme préparation, le Congrès décide une "grève générale d'avertissement de 24 heures" pour le 16 décembre 1912.

Pour clôturer ce Congrès de la CGT, l'Union des syndicats de la Seine organise deux meetings le 25 novembre à la salle Wagram au cours desquels les délégués commentent les décisions du congrès. Broutchoux déclare que:

"Quant à l'insurrection, il ne semble pas non plus qu'une autre organisation en soit capable que la CGT comprenant dans son sein des gars capable de faire autre chose que de gueuler sur une tribune, capables de descendre dans la rue."

Pour Yvetot:

"Le Congrès a pensé que, aussitôt la guerre déclarée ce serait la désertion des usines, des ateliers et des champs. Ce ne sera pas le moment de s'isoler. Si certains s'isolent, c'est qu'ils auront quelque chose d'utile à faire et quand ils reviendront vers leurs amis, leur conscience sera tranquille. Ils se déclarent prêts, s'il le faut, à recommencer... **L'action doit partir d'en bas, sans ordre d'en haut. Il n'y a pas de mot d'ordre à donner. Vous n'aurez pas à demander à une organisation ce que vous aurez à faire, vous n'aurez qu'à le faire.**"

A l'issue de ce Congrès, la CGT apparaît pour un grand nombre de militants sincères comme l'organe "révolutionnaire de toutes les forces les plus vives du prolétariat se préparant à lutter pour la Révolution".

Dans Le Libertaire du 30 novembre, dans un article intitulé "Contre la guerre. L'émeute grondera", Jacklon (FCA) commente les décisions du Congrès de la CGT:

"D'après cette décision, à la déclaration de guerre, le peuple qui pense et qui souffre, s'armera, non pas pour suivre les ordres de ceux qui ont intérêt à le tenir dans l'ignorance et l'asservissement d'un travail exténuant de tous les jours... De ces ordres, il n'a que faire: **il se lèvera pour courir sur ses ennemis réels, ses exploités.**"

La FCA décide de se joindre à la grève générale de 24 heures du 16 décembre et fait imprimer de nombreux tracts qui sont distribués dans les réunions organisées à cette occasion. Le "Mouvement Anarchiste" de décembre 1912 invite tous les anarchistes à participer activement à cette grève:

"Les anarchistes, tous les anarchistes prendront part à la grève générale du 16 décembre et lui imprimeront la signification révolutionnaire la plus accentuée."

Pour préparer cette action, de nombreux meetings se tiennent un peu partout en France: 36 en province et 3 à Paris. Syndicalistes et anarchistes y prennent la parole contre la guerre et pour préconiser le sabotage de la mobilisation. Le jour de la grève générale, il n'y aura toutefois aucun incident grave, seulement "une vive agitation sur tout le territoire" selon un rapport de police que nous avons consulté.

"En cas de guerre"

Il nous a semblé important d'envisager un chapitre spécial sur la publication d'une brochure que nous considérons grosso modo comme une tentative révolutionnaire de se mettre en rupture avec la pratique réformiste que développe l'ensemble des organisations ouvrières.

Comme nous l'avons vu plus haut, le Congrès "radical" de la CGT en novembre 1912 avait conclu sur la publication d'une brochure qui tenterait de donner les grandes lignes d'un sabotage de la mobilisation en cas de déclenchement de la guerre.

Sous la poussée des prolétaires les plus combattifs, des mots d'ordres radicaux avaient été approuvés lors de ce congrès mais c'était un peu vite oublier qu'une organisation de pacification sociale comme l'était la CGT ne pouvait réellement assumer les résolutions "révolutionnaires" de son propre Congrès. C'est ainsi que finalement la CGT refusera de publier cette brochure, mettant bien dans l'embarras les révolutionnaires qui avaient tant lutté au syndicat. Encore une fois, nous n'avons pas à transformer des organisations réformistes mais à les détruire. C'est cette vieille leçon que les militants communistes de la FCA ont eu trop tendance à oublier, les poussant à se retrouver dans une impasse.

La CGT, comme le SPD allemand, malgré la réunionite où régnait le verbe haut en couleur, n'organisera rien de concret pour arrêter la guerre. Le faire, aurait été tout simplement suicidaire pour des organisations qui vivent comme élément vital d'une totalité appelée le Capital. Pendant que certains révolutionnaires remplis d'illusions s'agitaient et tentaient de s'organiser contre le massacre, ces

organisations de la contre-révolution s'occupaient pour les unes à préparer les élections parlementaires et pour les autres de négocier des conventions sociales avec le patronat!

Il n'y a pas eu de "trahison" de la social-démocratie (marxiste ou syndicaliste!) mais bien une continuité dans sa politique de désorganisation du prolétariat, de mobilisation de celui-ci pour assumer d'abord la défense de la paix (sociale!), ensuite la défense de la patrie tout simplement. Ces organes de la Contre-révolution prétexteront qu'ils auront tout tenté pour empêcher "l'inévitable" boucherie, mais mis devant le "fait accompli" ils engageront vivement le prolétariat à aller se faire trouer la peau au nom de la défense des sacro-saints acquis sociaux et démocratiques.

Seuls quelques éléments se mettront en rupture ouverte avec cette politique macabre d'Union Sacrée. Parmi ceux-ci, certains camarades de la Fédération Communiste Anarchiste, tenteront avec des forces comme avec des faiblesses d'organiser une réponse subversive à la boucherie qui allait déferler.

En AVRIL 1913 ils éditent une brochure clandestine de 36 pages, appelée aussi la "Brochure Rouge" ou "En cas de guerre". Sa couverture rouge ne porte aucun titre. Pour éviter une trop grande répression, elle sera anonyme. Son tirage est limité à 2000 exemplaires.

La rédaction est commencée par **Henry Combes**. Mais condamné à 5 ans d'emprisonnement pour ses différents appels à l'insurrection (cf ses articles dans Mouvement Anarchiste), il doit s'enfuir en décembre 1912 en Angleterre où il restera en exil durant toute la guerre. La brochure fut achevée par d'autres militants de la FCA: **Eugène Jacquemin** [[9]], **Edouard Séné** et surtout Jacques Long dit **Jacklon** [[10]]. Nous la reproduisons en annexe n°1.

La titre exact de la brochure est...

EN CAS DE GUERRE.
Cette brochure est à tous les militants.
Reproduisez, distribuez. Faites circuler.

Dès la première page, la préface précise les buts de la brochure:

"Il ne suffit pas de répéter au peuple, sur tous les tons: 'Fais la Révolution, plutôt que la guerre'. Il est indispensable de donner les moyens pratique de se révolter"

L'opuscule est divisé en trois parties:

Ière partie: Quelques pages de propagande théorique.

Chapitres sur la propriété individuelle, l'autorité, la patrie, la guerre, un appel aux femmes et aux soldats.

Rappel des consignes de "grève générale expropriatrice" dès la mobilisation:

"AUX TRAVAILLEURS: (...)
Plus de guerre de races!
Fais la guerre de classe!
Réponds à l'ordre de mobilisation par la grève générale expropriatrice
AUX SOLDATS: (...)
Petit soldat, tu es au peuple. Reste avec le peuple et tue tes chefs."

IIème partie: Tactiques révolutionnaire.

Nomenclature des "actes utiles". Comme la grève générale est insuffisante, les auteurs insistent sur le rôle essentiel que doivent jouer les "minorités conscientes" dans la désorganisation de la mobilisation par l'action directe.

"Sitôt la déclaration de guerre connue, fais la Révolution!"

Dès l'ordre de mobilisation; ne pars pas, n'attends pas d'ordre: agis! (...)

Surtout aucune hésitation; dès la mobilisation, la Révolution doit devenir un fait d'un bout à l'autre du pays.

Les actes individuels, qui seront les plus utiles au début de l'insurrection, doivent se produire."

La CGT organisera bien la grève générale, mais:

"La grande masse ouvrière, encore inéduquée, ne marchera vers son affranchissement intégral que si elle est entraînée, poussée; c'est la tâche qui incombe aux minorités agissantes".

IIIème partie: Sabotage de la mobilisation.

L'insurrection est présentée de manière technique. La brochure donne des renseignements techniques utiles et pratiques avec des plans et des croquis expliquant les opérations à effectuer pour saboter les télégraphes, téléphones, câbles téléphoniques et télégraphiques, électricité, gaz, réseaux ferroviaires, etc. Bref, tous les moyens à mettre en oeuvre pour mener à bien le sabotage lors de la mobilisation.

La brochure rouge est mise en circulation de la manière la plus clandestine à partir d'avril 1913.

Vu le danger qu'elle représente pour la bourgeoisie, la police recherche activement cette brochure, ses modes de diffusion et ses foyers de propagande mais en vain. Elle continuera à circuler dans l'ombre. Les rapports de police la signalent à plusieurs endroits de juin 1913 à mars 1914. En juin 1913, 500 exemplaires sont envoyés à divers syndicats et 150 au groupe anarchiste de Bezons. La brochure est signalée à Lyon, Beauvais, Bergerac.

Un colis laissé en souffrance à la gare de la Roche-Sur-Yon fut saisi par la police en mars 1914. Il contenait 25 exemplaires de la brochure ainsi qu'une circulaire:

"Urgent.

A lire attentivement.

Bien que tu ne nous aies rien demandé, nous prenons l'initiative de t'adresser un lot de brochures.

1. Parcours immédiatement le texte de l'une d'elles afin de te rendre compte de leur caractère exact;

2. Mets d'urgence le lot de brochures en lieu sûr afin de pouvoir les distribuer à des hommes sérieux, réfléchis qui pourra les comprendre;

3. Songe à l'effort qu'a demandé une pareille édition et, en conséquence, évite d'en gaspiller un seul exemplaire.

4. Sois discret pour toi-même et pour les camarades auxquels tu remettras des exemplaires."

Cinq colis semblables avaient été adressés à des révolutionnaires anarchistes de plusieurs villes, parfois secrétaires d'un groupe ou/et employés dans les arsenaux: Saintes, Nantes, Niort, Rochefort, Lorient.

La distribution est particulièrement importante dans la région lyonnaise. Elle est assurée par les deux frères Bécirard, de Villeurbanne.

On la retrouve également sur le front pendant la guerre! cf plus loin.

Il nous paraît fondamental qu'une telle brochure sorte de l'anonymat dans lequel l'ont plongée 70 années de la contre-révolution la plus noire et qu'elle puisse servir de "Mémoire ouvrière" dans une de nos prochaines revues centrales. Il nous semble évident que la publication de matériaux défaitistes du même type que cette Brochure Rouge est indispensable aujourd'hui alors que dans le monde se font sentir les prémices d'un massacre encore plus sanglant que les deux précédents. Est-il utile de

rappeler que cette brochure est sortie en pleine guerres des Balkans et que la situation que nous vivons actuellement semble très proche? Pourtant l'histoire a moins souvent tendance à se répéter qu'à se caricaturer!

1912-1914: REPRESSION

La publication de la Brochure Rouge ainsi que la préparation organisée de sabotage de la mobilisation pousseront l'Etat à renforcer sa répression contre les éléments jugés subversifs à l'ordre capitaliste. Comme d'habitude, celle-ci sera sélective et touchera non pas telle ou telle organisation mais bien les militants les plus en rupture avec la paix sociale.

En avril 1912, les fiches de police sont remises à jour pour la grande rafle. 275 "anarchistes" (c'est-à-dire des révolutionnaires) sont répertoriés à Paris et plus de 2.117 en Province.

La plupart des révolutionnaires qui ont pris la parole dans les meetings contre la guerre sont recherchés: Lecoin, Boudot, Ruff, Liothier, Combes ...

Liothier est condamné à 2 ans de prison pour injures à l'armée et provocation au sabotage. Lecoin est arrêté le 15 novembre 1912 et condamné 5 ans de prison pour ses déclarations lors des meetings ainsi que pour l'affiche "Aux Conscrits", en tant que secrétaire de la FCA. Ruff est également condamné au maximum: 5 ans.

La répression frappe la presse anarchiste lorsqu'elle préconise le sabotage de la mobilisation. Les premiers numéros de "Mouvement Anarchiste" sont saisis et le journal est interdit après la parution du n°5. Les responsables de la revue, Boudot et Combes, se réfugient à Londres pour échapper à l'arrestation, tout comme d'autres militants: Granjouan, Durupt... Morel et Sené, de La Bataille Syndicaliste (CGT) sont poursuivis pour "provocation de militaires à la désobéissance". Eugène Jacquemin (FCA) et Carré, du journal "Le Libertaire" sont poursuivis pour la publication d'un tract de la FCA: "La Guerre" (voir plus haut).

Malgré les poursuites, la propagande défaitiste se poursuit au cours de l'année 1913. Un article non signé du Libertaire du 24 novembre 1912 fait état de la détermination des militants:

"Les arrestations, les poursuites et les perquisitions, cela est fatal, ne feront qu'aviver notre horreur des carnages internationaux et notre haine du militarisme. Qu'ils se le tiennent pour dit!!"

Cette vague de répression entraîne les révolutionnaires à une extrême prudence. En 1913, les perquisitions successives de la police pour retrouver les rédacteurs et diffuseurs de la Brochure rouge demeurent infructueuses.

Depuis sa dernière condamnation en juin 1913 pour une manifestation antimilitariste, Jacklon (FCA) reste introuvable et, comme le note un rapport de police: "s'il ne paraît plus dans les groupes, il agit"(!).

Lutte contre la loi des trois ans

En mai 1913, alors que la diffusion de la Brochure Rouge se poursuit, une nouvelle brochure écrite par Jacklon est éditée à Paris. Elle porte comme titre: "Contre les armements! Contre la loi des trois ans!"

Un an avant la déclaration de la guerre, la bourgeoisie prépare déjà sa mobilisation. Comme quoi ce n'est pas la mort d'un petit archiduc à Sarajevo qui "déclenche" le conflit. C'est la crise pour la

bourgeoisie et sa planche de salut, c'est la guerre. Ainsi en France, dans une euphorie de revanche par rapport à la défaite de 1870, le gouvernement fait passer le service militaire obligatoire de 2 à 3 ans.

Entre 1913 et 1914, le mouvement ouvrier français dans son ensemble va s'élever contre cette loi. La CGT, agissant pour la première fois officiellement en commun avec la SFIO, appelle à une manifestation le 13 juillet 1913 à laquelle les réformistes anarchistes des Temps Nouveaux et du Libertaire invitent à participer. Les anarchistes révolutionnaires et ceux qui militent encore au sein de certaines fédérations de la CGT décident quant à eux une **grève générale pour le 24 septembre 1913**, jour de la libération des appelés s'ils ne faisaient que 2 ans de service. Cette date apparaît aux révolutionnaires comme une excellente occasion de provoquer une insurrection. **Vivien**, secrétaire de la Jeunesse Syndicale du Bâtiment (CGT) explique pourquoi au cours d'une réunion de terrassiers, maçons d'art et électriciens de la Seine (le 28 mai 1913):

"J'estime que le moment ne pourrait être mieux choisi, car le gouvernement n'osera pas mettre des soldats en face des manifestants de peur que les soldats, sachant qu'on est descendu dans la rue pour soutenir leur cause, ne passent de l'autre côté de la barricade. Ce jour-là on pourrait peut-être renverser le capital et établir la société communiste."

Le 7 juin 1913, un militant révolutionnaire est arrêté avec un plan complet de grève générale pour le 24 septembre, contenant les détails des actes de sabotage et de violence qui devront être commis pour en assurer le succès.

Ici apparaît un moment important et crucial dans la mise en oeuvre de l'Union Sacrée. La CGT va refuser de prendre part au mouvement insurrectionnel que certains prolétaires préparent sous prétexte que **"les masses ne sont pas prêtes"**! C'est le même type d'arguments qui sera utilisé lors de l'insurrection prolétarienne en Allemagne en décembre 1918-janvier 1919 par l'USPD. Au nom de "l'unité des ouvriers", au nom de la "continuation du travail de conscientisation" -le trop fameux Aufklärung-, le sabotage des luttes et la démobilitation de la combativité prolétarienne vont être assurés par ces organisations ouvertement contre-révolutionnaires.

Malheureusement cet avertissement ne sera que faiblement perçu par les minorités classistes. Aucun révolutionnaire ne prendra une position OUVERTEMENT en-dehors et contre la CGT. Comme en Allemagne avec Karl Liebknecht et d'autres minorités oppositionnelles, la rupture avec l'organisation de masse des ouvriers était considérée comme la fin de toute possibilité de lutte. Beaucoup de révolutionnaires vont se contenter de voir simplement des "mauvais chefs" dans une organisation contre-révolutionnaire qui sabote pourtant ouvertement la lutte. Il faudra attendre les luttes ouvrières allemandes d'après-guerre pour que des minorités "anarchistes" (Roche) ou "marxistes" (Gorter-Pannekoek) se prononcent CLAIREMENT contre le syndicalisme comme organisation de la contre-révolution.

Les anarchistes révolutionnaires qui se retrouvent dans la FCA condamnent l'attitude de la CGT "qui n'a pas su profiter de cette mesure qui allait soulever des colères et faire surgir des rébellions" pour diriger le mouvement de mécontentement vers une situation insurrectionnelle. Pierre Martin, dans le Libertaire du 19 juillet 1913, stigmatise l'attitude du syndicat:

"(...) Bergers plus incapables que mauvais, vous n'avez pas compris la situation révolutionnaire qu'avaient créée les mesures despotiques de nos gouvernants. Vous n'avez pas su vous rendre compte que la maladroite décision de Barthou gardant à la caserne des soldats libérables, que cette décision allait provoquer des mécontentements, soulever des colères et faire surgir des rébellions. C'était le commencement de la désorganisation de la force brutale qui protège nos ennemis; c'était le prodrome d'une maladie qui tue ceux qu'elle gagne: l'indiscipline dans l'armée. Oui, c'était une situation révolutionnaire et vous n'y avez rien entendu (...) Vous avez été incohérents et votre attitude rétrograde, incohérence qui ne peut s'expliquer que par la peur."

On voit ici toutes les limites de l'époque. Il faudra attendre le grand choc de l'Union Sacrée pour que certains se mettent en rupture ouverte non pas avec la CGT mais avec le syndicalisme, même "révolutionnaire".

Il n'empêche que pendant que la SFIO, la CGT et les libertaires des Temps Nouveaux et du Libertaire se promenaient pour la "paix contre la guerre", les militants révolutionnaires -et maintenant peu importe d'où ils viennent- vont tenter d'organiser des mutineries, espérant voir dans celles-ci le prélude de l'insurrection généralisée, seule et unique voix pour réellement arrêter le carnage mondial qui se prépare.

Malgré le peu d'informations que nous avons pu récolter, il semble que **plusieurs mutineries ont éclaté dans les casernes de Toul, Verdun, Rodez, Nancy ...** N'oublions pas que nous ne sommes encore qu'à la fin de 1913!

La bourgeoisie, sentant la nécessité de mettre un terme définitif à ce défaitisme révolutionnaire, va utiliser les grands moyens.

Les prisons vont se remplir de dizaines de militants répertoriés dans les fameux carnets du ministre de l'intérieur. Plusieurs d'entre eux (16) sont condamnés. Marangé, le gérant du Libertaire, est arrêté en janvier 1914 pour "excitation de militaires à la désobéissance". Geunet, gérant de L'Anarchie est arrêté pour avoir publié un Appel des jeunes déserteurs réfugiés à Londres.[\[\[11\]\]](#)

Malgré les énormes moyens que l'Etat met en place pour broyer toute subversion, des prolétaires se réunissent et agissent dans la clandestinité pour se donner les moyens de lutter contre la guerre qui approche.

En janvier 1914, le Groupe anarchiste de Nancy organise des réunions à la Bourse du Travail de Nancy pour donner des conseils pratiques de sabotage de la mobilisation. Les sympathiques "professeurs de sabotage" sont les révolutionnaires anarchistes Einfalt, Balzer et les frères Goret. Parmi les assistants, on trouve leurs femmes ainsi que plusieurs autres militants (entre autres Berg) et des "étrangers inconnus" dont au moins deux mouchards puisque c'est à nouveau "grâce" aux services de sécurité de l'Etat que nous possédons deux compte-rendus très détaillés de ces réunions (cf note n°3).

La première réunion qui nous est connue date du 3 janvier 1914. Ayant appris la surveillance des flics, Einfalt commence par prévenir ses camarades et leur conseille d'être très prudents. Il aborde ensuite la question du sabotage. Devant l'ignorance des militants en ce qui concerne leur devoir en cas de mobilisation, il déclare:

"Nous pouvons rendre des services innombrables à la cause dès la publication du décret de mobilisation. Dès le temps de paix, tout compagnon conscient doit être muni d'une cisaille et si possible d'une "pince universelle". Aux affiliés du groupe de Nancy incombe la mission de couper les fils téléphoniques et télégraphiques et d'interrompre soit l'énergie, soit la lumière. Ce sabotage doit s'effectuer rapidement et simultanément aux points de jonction essentiels ainsi qu'à des endroits différents, de façon à accroître la difficulté des réparations. Toujours au cours de la première journée de la mobilisation, les libertaires devront envahir en groupe, revolver au poing, les armureries (celle de la rue Saint-Jean par exemple) et s'emparer d'armes et de munitions. A la nuit tombante, les anarchistes devront se séparer et se diriger sur Paris; en cours de route, ils tenteront de détruire les conduites d'eau des gares traversées, de couper les fils actionnant les signaux des trains, de coincer les aiguilles afin de provoquer des déraillements. Il faut également essayer de pénétrer dans les casernes pour empoisonner les abreuvoirs. Le rendez-vous général des anarchistes est à Paris, si possible le deuxième jour de la mobilisation... Je me chargerai de confectionner rapidement et de distribuer aux camarades des bombes à renversement d'une très grande puissance."

Balzer prend la parole pour expliquer comment saboter la place-forte de Verdun qu'il étudie depuis longtemps:

"Le camp retranché de Verdun se compose d'une vingtaine de forts reliés à la citadelle. Cette citadelle, située sous une colline, renferme une manutention, un moulin et une machine destinés à approvisionner en eau les forts. Les souterrains ont des regards facilement accessibles, notamment

celui qui se trouve à quelques pas de la porte de France, donnant accès au souterrain qui va vers la manutention. Un libertaire déterminé peut, sans danger, faire sauter la manutention à l'aide d'une bombe. A proximité de la porte Saint-Louis se trouve l'ouverture d'un souterrain qui conduit sous les casernes Beveaux. On pourrait voir quel parti on peut tirer de cette situation... Le chemin de fer Decauville circule dans ce souterrain. En se dissimulant sous un wagon, on peut atteindre et faire sauter, à environ 200 mètres de l'entrée du souterrain, un moulin et un magasin d'épicerie...

Balzer termine en informant ses camarades que:

"Dans les arsenaux de Brest, Lorient et Toulon, se trouvent des camarades qui saboteront également la mobilisation."

Il en va de même, selon Goret, dans les services de chemins de fer que "beaucoup de militants inconnus saboteront". Goret s'y connaît d'ailleurs lui-même en cette matière. Il explique les différents moyens de saboter les voies ferrées:

"Faux aiguillages, sectionnement des fils actionnant les disques et les tuyaux, jet de sable dans les bielles des machines et dans les coussinets des essieux des wagons, etc."

Lors de la deuxième réunion du 11 janvier 1914, Einfalt, en bon pédagogue, résume sa précédente intervention et continue son précieux enseignement en s'attaquant cette fois au sabotage des tunnels de la région:

"Sur la grande voie ferrée de Paris à Nancy, existe un point vulnérable; c'est le tunnel reliant Pagny-Sur-Moselle à Foug. J'ai étudié soigneusement le parcours de ce tunnel et j'ai remarqué que des bouches d'aération se trouvent disséminées sur la route de Foug à Lay-St-Christophe. Ces bouches sont facilement accessibles et on pourrait, si on dispose d'une demi-heure, y faire descendre (à l'aide de cordes que l'on fixerait à la bouche d'aération) des bombes à renversement qui détruiraient le tunnel (par exemple au premier passage du train qui heurterait la bombe). Dans un cas pressé et si l'on a sacrifié son existence, il suffit de lancer la bombe de l'extérieur. Le but à atteindre, c'est-à-dire la destruction du tunnel, peut être réalisé en quelques minutes."

Einfalt termine son intervention en appelant ses camarades à:

"Rechercher les points faibles des ouvrages d'art et les négligences apportées à leur surveillance; je vérifierai les renseignements recueillis et étudierai les moyens de profiter des situations ainsi découvertes".

Balzer le succède à la tribune pour apporter de nouvelles précisions sur le sabotage de Verdun:

"J'ai appris que la place de Verdun était reliée à celle de Langres par des lignes télégraphiques et téléphoniques passant par Vaucouleurs et Neufchâteau. Il faut s'habituer dès maintenant à reconnaître les fils stratégiques de façon qu'en cas de mobilisation il n'y ait pas de confusion possible et que le temps ne soit pas inutilement perdu à rechercher ces fils au moment opportun. Ces reconnaissances pourraient se faire au cours de nos promenades dominicales. On en profiterait pour étudier ces installations dont le sabotage en cas de déclaration de guerre serait notre premier souci."

Le 17 janvier 1914, Balzer annonce que les "conférences sur le sabotage de la mobilisation" seront reprises après la libération d'Einfalt. Ce dernier avait en effet été arrêté pour "outrages à un commissaire de police"! Malheureusement, nos informations sur ce groupe de révolutionnaires très actifs de Nancy s'arrêtent ici.

Toujours au début de l'année 1914, les choses bougent cette fois en Belgique. A Bruxelles est rédigé un nouveau manuel de sabotage intitulé: "Ce que l'on peut saboter sur un aéroplane" et signé "Un camarade éprouvé et ancien mécanicien aviateur". Il s'agit de Maurice Bouletier, déserteur français réfugié en janvier 1914 à Bruxelles. Militant révolutionnaire, il rencontre à la Maison du Peuple d'autres déserteurs français et participe avec eux aux réunions et meetings anarchistes qui se tiennent

dans la capitale belge. Le manuel fut envoyé à Paris pour y être publié. Cette petite brochure de quelques pages donne une série de conseils très pratiques. Elle est à l'image de la "Brochure rouge" sans le texte introductif:

"Vous savez tous ce que c'est qu'un aéro, ce petit appareil qui a émerveillé le monde entier, ce petit appareil qui fait aujourd'hui tant de prouesses et de merveilles lorsqu'il est conduit par un bon pilote. Cette machine que vous voyez en l'air et qui marche si bien est faite pour détruire et pour faire massacrer des milliers et des milliers de gens, de pauvres gens qui ne se connaissent même pas et qui sont forcés de s'entr'égorgner pour les biens de la Bourgeoisie; eh bien, tous autant que vous êtes, vous savez en une seconde paralyser cet aéro que vous voyez à 500 mètres dans les airs. Rien que des choses techniques et très simples à la portée de tout le monde..."

Malgré ces différents soubresauts, la répression va faire son oeuvre et finir par ISOLER la plupart des prolétaires combattifs.

Dans les différents témoignages que nous avons pu recueillir sur cette période, beaucoup, même parmi les plus enragés, ne vont voir l'unique planche de salut du prolétariat que dans l'attitude de la CGT! Jusqu'à la dernière minute, ils vont espérer "on ne sait quoi"? Un sursaut salutaire peut-être pour une organisation qui depuis longtemps avait montré de quoi elle était capable dans la désorganisation des ouvriers.

Triste misère d'une époque, malheureusement!

Mais cet isolement des militants révolutionnaires voyant s'approcher inexorablement la guerre ne sera pas une caractéristique "française". Les éléments classistes de l'anarchisme vont essayer de coordonner leurs luttes au sein d'un organisme qui devait sortir du "Congrès international anarchiste" prévu pour le 29 août 1914 à Londres. D'après Le Libertaire du 18 juillet, la question du sabotage de la mobilisation y sera traitée avec soin:

"Il faut que nous clôturions nos travaux par un manifeste lancé au monde entier, déclarant que les anarchistes sont résolus à empêcher par tous les moyens une guerre de peuple à peuple."

Malheureusement, le déclenchement des hostilités en août 1914 met un terme à l'ultime tentative du prolétariat d'organiser le défaitisme révolutionnaire. Il faudra attendre deux longues et terribles années, des millions de morts pour voir réémerger une opposition violente à la guerre.

Chapitre II. Juillet 1914: dernière résistance du prolétariat et Union sacrée.

Le jour de la mobilisation, la social-démocratie tout entière se range du côté du gouvernement. Ceux qui hier encore braillaient dans les meetings leur amour immodéré de la paix (sociale!), vont appeler dès le premier coup de canon à la mobilisation, à l'Union sacrée, au "sauvetage de la France civilisée contre la barbarie teutonne". L'ultime argument que la social-démocratie utilisera pour mobiliser les derniers ouvriers récalcitrants, elle le trouvera dans l'admirable édifice d'acquis sociaux que plus de 50 ans de luttes ont aidé à bâtir. C'est pour empêcher que "la bourgeoisie ne revienne sur cela" que les plus jésuitiques des sociaux-démocrates vont inviter les prolétaires à rejoindre le camp de la bourgeoisie.

L'Union sacrée réalisée, les socialistes entrent au gouvernement. Le marxiste très très orthodoxe, Jules Guesde [\[12\]](#) devient ministre ainsi que d'autres de ses coreligionnaires. Du côté de l'extrême-gauche du Capital, les anciens discours anti-militaristes se sont mués en une défense vibrante du sol français.

"Entre l'Allemagne impériale et la France républicaine, notre choix est fait. Vive la France!"
Hervé dans "La Guerre Sociale "

"En dépit des ardents désirs pacifiques du gouvernement français, nous venons d'entrer en guerre. Mes frères socialistes, oublions l'*Internationale* et notre drapeau rouge. Notre chant est la *Marseillaise* à présent, et notre drapeau est le drapeau tricolore!"

Almeryda dans "Le Bonnet Rouge"

Toutes les fractions sociales-démocrates sont touchées par l'élan d'Union sacrée pour la défense d'un camp impérialiste contre un autre. Des socialistes (les plus "marxistes"), en passant par les syndicalistes (les plus "révolutionnaires") jusqu'aux anarchistes (les plus "rouges").

Les seules tentatives de mobilisation contre la guerre participent elles-mêmes au spectacle de la préparation guerrière. La CGT appelle le 26 juillet 1914 les ouvriers à défiler pacifiquement contre la guerre. La confusion est à son comble et touchent tous les militants défaitistes. Les Jeunesses Syndicalistes (Edouard Sené aussi membre de la FCA) font publier dans La Bataille Syndicaliste des extraits de la conférence de la CGT de 1911 qui rappellent le mot d'ordre de grève générale et d'insurrection en cas de guerre. Le même journal appelle le 27 juillet à la manifestation contre la guerre:

"Peuple de Paris.
Tous ce soir sur les boulevards!
Tous tous au cri de: 'A bas la guerre'"

Le soir-même 30.000 personnes descendent dans la rue. Des bagarres éclatent entre pacifistes et patriotes.

Ce qui reste de la FCA -en totale décomposition depuis que ses militants les plus actifs sont partis en exil pour échapper à la répression- soutient l'appel de la CGT et espère d'elle un "revirement de dernière minute". Pierre Martin (FCA) fait publier un tract contre la guerre dans la nuit du 27 au 28 juillet.

Le 27 juillet 1914, les dirigeants syndicalistes français (Jouhaux et Dumoulin) et allemand (Legien) se rencontrent pour le principe à Bruxelles mais ne décident absolument rien. Et comment... leur soutien de plus en plus clair à leur propre camp impérialiste se précise.

Le 29 juillet la SFIO et la CGT publient un manifeste commun intitulé:

"A la population! Aux travailleurs français".

Il n'est déjà plus question d'ouvriers, pas même de prolétaires et d'internationalisme, mais de "citoyens français" appelés à soutenir:

"la bonne volonté du gouvernement s'il travaille sincèrement pour la paix".

L'Union sacrée est consommée. Aussi bien en France qu'en Allemagne, la social-démocratie appelle les prolétaires à soutenir leur gouvernement respectif dans "leurs efforts de paix". Bientôt, toute opposition à la guerre sera dénoncée par l'Union sacrée de toutes les fractions de la bourgeoisie comme un mensonge, un discours de traîtres payés par l'ennemi: être contre la guerre c'est être "pro- ceci" ou "pro- cela". Même la critique de la guerre est enfermée dans la défense d'un camp impérialiste contre un autre. Le nationalisme, en tant que force matérielle est l'arme dont se servent les marchands pour rejeter le cadre de l'affrontement entre deux classes et deux projets de sociétés antagoniques et ramener la critique de classe -et l'internationalisme prolétarien- en un affrontement inter-bourgeois, c'est-à-dire enfermer le prolétariat dans les catégories que le capital fixe.

Le 29 juillet 1914 a lieu un meeting (convoqué par qui? Nous n'avons rien trouvé!) à la salle Wagram à Paris. Les autorités l'interdisent. Seuls quelques dizaines de personnes s'y rendent. Dispersés par les forces de l'ordre, ces derniers irréductibles se regroupent et, rejoints par un certain nombre de

manifestants, vont briser dans un "ultime effort" les réverbères de l'avenue de Wagram! Bilan: entre 150 et 300 arrestations.

Malgré toute la lutte défaitiste qu'ont menée certaines minorités au sein de la FCA, voire même à la CGT ou dans la SFIO depuis 1911, aucune action de sabotage de la mobilisation ne sera organisée. Seuls quelques actes isolés, notamment en province [\[13\]](#), sont relevés par la presse.

Les révolutionnaires qui ont réussi à échapper à la gigantesque répression du début de l'année 1914 sont complètement paralysés. Cette impuissance est due à la **répression sélective** qui s'est abattue TRES TOT sur les militants les plus conséquents. Certains sont en prison (Ruff, Lecoin, Jacquemin), d'autres ont été contraints à l'exil pour ne pas subir le même sort: **Combes à Londres, Jacklon et Lemarie en Espagne, Durupt en Suisse**. Les dirigeants encore en liberté sont éparpillés et n'arrivent plus à donner une continuité à leur action.

Carré, lors de la deuxième réunion de la FCA, le 28 juillet 1914, qui ne regroupe plus qu'une vingtaine de militants (!), constate la carence d'organisation parmi les anarchistes:

"Les anarchistes manquent vraiment d'organisation car, à la veille de la mobilisation, on ne sait quoi faire, (il espère) que les camarades se ressaisiront et prendront en temps utiles les décisions voulues pour que chacun soit fixé sur les conduites à tenir".

Le 2 août 1914, la CGT se rallie à la mobilisation "contre l'agression allemande" (in "La Bataille syndicaliste"). Au fil des jours, la liste des anarchistes et des syndicalistes se ralliant à la guerre s'allonge. Beaucoup rejoignent les armées comme Edouard Sené (CGT et FCA) qui, alors qu'il publiait encore le 26 juillet un appel à la grève générale, s'honore d'être parti au front le 6 août dans ces termes ultra-nationalises:

"Si notre verbiage semblait parfois déroutant, la qualité de notre sang était bonne."

Les justifications de ce ralliement sont multiples. Elles découlent pour certains de la nature de la guerre: "défensive puisque la France ne l'a pas voulue", "contre le militarisme allemand, triomphe de l'autorité", et même "ouvrière" pour empêcher "l'intensification de l'oppression du prolétariat français qu'une victoire allemande engendrerait"... D'autres, comme l'anarchiste Grave, déclarent que "les masses ne sont pas prêtes à faire la Révolution" entraînant inévitablement les anarchistes, comme l'ensemble du mouvement ouvrier, à se rallier à la guerre pour ne pas être isolés! La social-démocratie allemande, utilisant le même type d'arguments, vote les crédits de guerre. Contre cette "trahison des autres", il faut lutter "contre l'impérialisme", selon l'anarchiste sénile James Guillaume.

Seuls quelques irréductibles tentent de lutter encore dans cet océan de drapeaux tricolores et de Marseillaise. Dès la deuxième quinzaine d'août, sur le chantier du camp retranché de Paris des incidents éclatent entre les ouvriers syndiqués de la Fédération des Terrassiers (CGT) et les "jaunes" des bourses libres, qui acceptent un salaire inférieur. Les ouvriers-terrassiers injurient les officiers qui prétendent les mettre au pas pour améliorer leur rendement. Parmi ceux-ci, le militant **Hubert**, fut l'un des seuls militants de la CGT, avec **Valet** (Fédération des Charpentiers) à refuser dès le début de participer à l'Union sacrée.

Au moment de la mobilisation, la bourgeoisie orchestre une répression sélective supplémentaire.

Pour éviter toute action individuelle désespérée contre la guerre le jour de la mobilisation, le gouvernement avait prévu d'arrêter les militants ouvriers "socialistes", "anarchistes", "anarcho-syndicalistes" dont les noms figuraient sur le Carnet B. Toutefois Louis Malvy, le ministre de l'Intérieur mais aussi "l'homme des socialistes et des syndicalistes ralliés à la guerre"[\[14\]](#) décide de n'arrêter que les militants révolutionnaires constituant un "danger réel et immédiat" dont le libertaire-socialiste Almereyda [\[15\]](#) lui fournit la liste.

Cette répression s'effectue d'abord sous forme de surveillance et de perquisitions. Chez les anarchistes, par exemple, où les mouchards ont signalé des tracts défaitistes et surtout les brochures "En cas de guerre" et "Le syndicalisme dans les chemins de fer" (indiquant les moyens de saboter les

voies ferrées). Dans les locaux du journal individualiste L'Anarchie (**Mauricius**), la police saisit un lot de brochures préconisant le sabotage de la mobilisation. Ensuite les arrestations et condamnations tombent. **Lucien Haussard** est arrêté le 4 août à la sortie d'une réunion anti-guerre. Le directeur du journal Le Cri du Peuple est condamné à 5 ans de prison pour avoir simplement publié le 4 août un article "A bas la guerre" se terminant par: "Vive la grève générale". **Dejaugher**, journaliste au Combat (Roubaix) en prend aussi pour 5 ans. Cette répression entraîne la fuite des derniers militants révolutionnaires.

Notons que pendant la durée de la guerre la répression se fera toujours de manière très subtile, sur la demande des sociaux-démocrates (surtout SFIO et CGT), afin de ne pas "gêner l'union sacrée". Selon Rosmer:

"Quand les militaires ou les préfets demandaient qu'on mît les défaitistes en prison, les ministres socialistes Guesde et Sembat insistaient pour qu'on en fit rien; des poursuites, par leur publicité, gêneraient les dirigeants socialistes et syndicalistes ralliés au gouvernement. Il y avait un moyen bien meilleur de se débarrasser des gêneurs: l'incorporation et l'envoi au front permettaient de réduire les opposants au silence sans même qu'il fut nécessaire de le dire".

C'est grâce à cette politique que "la France doit d'avoir eu une mobilisation admirable et sans à-coups" écrira cette salope d'Almeryda à propos du ministre de l'intérieur Malvy dans le Bonnet Rouge, le 30-10-1915.

Nous n'allons pas épiloguer plus longtemps et renvoyons le lecteur pour une description plus détaillée à notre revue centrale en français, Communisme n°36, "A propos de la Social-démocratie comme parti patriotique et quelques ruptures".

Chapitre III. 1915: L'Union sacrée se fissure

La résistance prolétarienne au massacre organisé commence à réémerger après plusieurs mois de pacification sociale. L'Union sacrée se fissure autant sur le front militaire que sur le front de la production. Un grand nombre de fraternisations spontanées se produit dans les tranchées tandis que des grèves éclatent en Angleterre (dès février 1915) et en France.

Les grands industriels protégés contre toute action ouvrière par l'Union sacrée profitent de l'état de siège interdisant toute grève pour accroître l'exploitation des ouvriers, femmes et enfants travaillant dans les usines. La guerre permet une attaque encore plus brutale de nos conditions de survie. Les salaires dégringolent, les heures de labeur s'allongent. L'Union des Syndicats et la CGT ne réagissent plus. Fidèles à l'Union sacrée, ils ne lancent plus aucun mot d'ordre de grèves.

Après la bataille de la Marne (6-9 septembre 1914), les arsenaux de l'Etat et les quelques entreprises spécialisées dans l'armement ne suffisent plus à répondre aux besoins en armes et en munitions des organisateurs du massacre. C'est pourquoi l'industrie des bourgeoisies belligérantes est réorientée vers la fabrication de guerre. En France, la mobilisation "à l'arrière" commence le 20 septembre 1914 lorsque le ministre de la guerre "socialiste" Millerand [\[\[16\]\]](#), convoque les grands patrons et leur offre un marché juteux dans la fabrication d'armements - comme les obus de 75mm qui devaient atteindre, selon l'exigence des militaires, le chiffre de 100.000 par jour. Pour donner un exemple du profit extraordinaire que signifie la guerre pour les capitalistes, citons le marché qu'obtient en janvier 1915 André Citroën: plusieurs commandes d'un million d'obus à 24 F pièce, à fabriquer dans une usine à créer et financée par l'Etat [\[\[17\]\]](#). Pour un autre bourgeois, le profit s'éleva de 4,6 millions de FF en 1913-1914 à 7 millions en 1914-1915. Les grands capitalistes jouissaient d'un monopole de production qui leur permettait d'imposer leurs prix.

A situation "exceptionnelle" [\[\[18\]\]](#) profit extraordinaire: non seulement par l'augmentation massive de la production dans des conditions particulières d'exploitation des prolétaires, mais aussi par le

caractère même des marchandises produites. Les armes servent en effet d'une part à détruire d'autres marchandises et signifient donc la promesse d'ouverture de nouveaux marchés dans la reconstruction, et d'autre part, elles servent aussi à massacrer des centaines de milliers de prolétaires, ce capital variable excédentaire sur le marché du travail salarié.

Seule la pénurie de main-d'oeuvre et de matières premières des pays belligérants arrêtera l'expansion de cette plus-value extraordinaire. Une concurrence se faisait en effet jour entre les industriels et les militaires au sujet de la main-d'oeuvre de plus en plus rare. Pour détruire les prolétaires, la bourgeoisie devait en effet produire plus d'armes, mais pour produire des armes il fallait rappeler les prolétaires que, dans un élan trop rapide, elle avait d'abord envoyé se faire massacrer! Sur une population active masculine de 12,6 millions, 2,9 millions avaient été mobilisés en août 1914 et encore 2,7 millions 10 mois plus tard pour remplacer les pertes. Dès le début de la mobilisation industrielle, les patrons exigèrent la récupération de leurs esclaves salariés appelés sous les drapeaux. Jusqu'à la fin de 1915, environ 500.000 ouvriers retournèrent dans les usines d'armement. Ensuite les militaires refusèrent de libérer d'autres ouvriers mobilisés et le "socialiste" Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions [\[19\]](#) recommanda puis imposa d'employer des femmes, des enfants et des non-Français (sous-payés évidemment!) et d'augmenter la productivité en introduisant le taylorisme.

Les salaires et les conditions de travail imposés par les patrons sous le vocable "des nécessités de guerre" allaient se dégrader au fur et à mesure que la guerre se prolongeait. Les ouvriers considérés comme des soldats sous régime militaire n'avaient en effet aucun moyen de se "défendre". Les grèves étaient strictement interdites. Comme avec le SPD en Allemagne, les socialistes de la SFIO vont se charger de faire la police dans les usines épaulés dans cette sinistre besogne par leurs chiens fidèles du syndicat. Comme l'affirmait le ministre "socialiste" Albert Thomas en 1915, les ouvriers sont des militaires et arrêter le travail constitue un crime contre la patrie:

"Il n'est pas douteux que les ouvriers (...) sont et restent des militaires, et ne sauraient être considérés comme pouvant constituer entre eux des coalitions ou faire grève de façon licite, comme le peuvent les ouvriers privés en temps de paix. Ils s'exposeraient non seulement aux sanctions correctionnelles que permet l'état de siège, même à l'égard de la main-d'oeuvre libérée de toutes obligations militaires, mais encore à des poursuites encore plus graves devant les conseils de guerre sous une inculpation qui se formulerait: abandon de poste."

Notre "bon ministre socialiste qui aime tant nos braves ouvriers" va encore plus loin en définissant le rôle de ses amis syndicalistes en juillet 1915:

"Je ne vois pas d'inconvénients à ce que les ouvriers dans la position de "détachés" continuent librement, s'ils le désirent, à faire partie des associations syndicales reconnues... **Au contraire, j'estime que ces organisations peuvent être appelées à concourir et à aider à la discipline nécessaire.**"

Quoique puissent dire toutes ces pourritures sociales-démocrates, les ouvriers ne vont pas rester les bras croisés et se sacrifier éternellement pour la défense de la patrie de messieurs les bourgeois. En réponse au mécontentement grandissant des exploités, le gouvernement d'Union sacrée sera forcé d'imposer aux capitalistes trop "gourmands" des hausses de salaire. Le ministre "socialiste" Thomas justifie cette gestion plus "sociale du Capital":

"... la cherté de la vie se fait sentir, certaines réclamations peuvent être justes et des arbitrages prononcés avec tact et mesures peuvent rendre des services appréciables" [à la bourgeoisie en évitant une explosion sociale pouvons-nous ajouter.]

Signalons encore que cet adorateur acharné de l'esclavage salarié ne renie rien de son passé "socialiste"! Il prône même un retour "à la normale" des luttes de classes mais uniquement et après la victoire sur les "boches":

"Ouvriers, camarades ouvriers, je n'ai rien oublié de mon passé. Demain, lorsque, la guerre victorieuse n'ayant pas aboli toutes les oppositions sociales, vous aurez à faire valoir de nouveau vos droits légitimes, camarades de lutte, camarades d'espérance, vous me retrouverez avec vous pour réaliser l'idéal de justice et de liberté qui fut et qui demeure le nôtre. Mais vous ne serez, nous ne serons vraiment forts, vraiment capables de faire valoir nos droits que dans la mesure où vous vous serez donnés sans réserve pour la grandeur et le salut du pays."

Discours du 1er mai 1916

Mais laissons là les arguties de ce méprisable bonhomme -que nous n'avons pas eu la chance de liquider! Ses héritiers payeront, eux, au centuple!- pour revenir aux premières embellies qui feront craquer cette camisole sociale qu'est l'Union sacrée. En Angleterre d'abord, en France ensuite, les prolétaires entreront en lutte contre l'aggravation de leurs conditions de survie: travail dur, journées épuisantes, augmentation incessante des produits de première nécessité et salaire de famine alors que les capitalistes, eux, accumulent d'énormes profits en appelant "le peuple à faire des sacrifices". Fin 1915, des révélations concernant des magouilles politiques pour arracher des commandes militaires font scandale. Certaines fractions plus "sociales" du Capital vont réagir en appelant l'ensemble des bourgeois à la "raison" et à une plus grande "discretion" dans l'étalage des richesses qu'ils ont accumulées pendant que d'"autres Français" se font massacrer quotidiennement sur le front.

Pourtant le prolétariat ne l'entend pas de cette oreille. En Angleterre, des grèves éclatent dans des centres industriels travaillant directement pour la guerre. Dès février 1915, elles paralysent partiellement les chantiers de constructions navales de la Clyde. En août 1915, les mineurs et les métallurgistes du pays de Galles cessent à leur tour le travail.

Les journaux français de toute tendance dénoncent ces "grèves honteuses". Face à ces critiques de la bourgeoisie coalisée, le secrétaire des mineurs gallois répond: "nous ne sommes pas germanophiles, mais nous sommes la classe ouvrière!". En France, il y aura 98 grèves dans l'année 1915 contre 0 en 1914.

Elles atteignent les usines d'armement avec une ampleur croissante après Zimmerwald (septembre 1915).

Mais qui se trouve à la tête des grèves en France? Jusqu'à la fin de 1914, l'Union sacrée, l'Etat de siège et la répression qui s'en suit sont beaucoup trop puissants pour qu'une opposition révolutionnaire s'organise. Les premières réactions ne viendront que de la fraction ultra-réformiste de la Social-démocratie. Face à la non assumption d'un "minimum de défense des ouvriers" celle-ci va se faire l'écho du mécontentement ouvrier qui grandit. Au niveau international, cette fraction bourgeoise revient à la charge avec le même discours pacifiste d'avant-guerre. Elle continuera à s'adresser aux divers gouvernements pour mettre fin à cette "situation anormale" de guerre en les appelant à conclure une "paix honorable". Nous retrouvons le même type de position chez certains syndicalistes ou politiciens qui seront en Allemagne à la base de la constitution de l'Arbeitsgemeinschaft (futur USPD).

Face à ce courant, il s'en développe un autre plus radical, plus révolutionnaire malgré l'énorme répression qui continue à sévir.

En décembre 1914, Pierre Monatte démissionne de la CGT et explique pourquoi dans une lettre envoyée à un grand nombre de militants. Beaucoup adhèrent à sa position en refusant l'Union sacrée. Henri Sirolle, cheminot se revendiquant de l'anarchisme, lui répond le 25 janvier 1915 dans le Libertaire:

"J'en connais quelques-uns -dont je suis- qui, restant de farouches anti-patriotes, recherchent dans la tourmente le moyen de servir efficacement la cause internationaliste."

Les ultra-réformistes à la Sébastien Faure s'activent en publiant des "Manifestes pour un retour à la Paix". Ce tract parvient jusque dans les tranchées. Malvy convoque Faure qui accepte de cesser toute propagande pacifiste pour "éviter le peloton d'exécution aux soldats en possession de tracts et écrits

contre la guerre" comme le lui conseille paternellement ce brave ministre socialiste de l'Ordre et de la Sécurité!

Quant aux prolétaires que le coup de massue de l'Union Sacrée n'a pas assommés, ils refusent toute compromission avec l'Etat. Des tracts anti-patriotiques "On nous ment - on nous trompe" sont distribués dans plusieurs usines où travaillent des femmes pour la "défense nationale". Les auteurs de ces tracts sont Prouvost et Lorulot, des anarchistes de St-Raphaël. Ils seront dénoncés et inculpés de complicité de désertion.

D'autres tracts et manifestes commencent à circuler dans les usines comme au front. La plupart de ceux-ci restent limités à un pacifisme bêlant et ne donnent aucune perspective révolutionnaire. L'unique contenu est un larmoyant discours insistant auprès des gouvernements des pays belligérants pour qu'ils aillent s'asseoir autour d'une table pour négocier la paix! Citons à titre d'exemple, le tract de Lecoin [[20](#)]:

"Unissons nos efforts pour que des milliers de prolétaires cessent de s'entr'égorger.
Assez de barbarie! Assez de sang!
Réclamons la paix. Imposons la paix!"

Pour trouver une véritable opposition, conséquente et cohérente, il faut partir à l'étranger où se sont réfugiés la plupart des révolutionnaires que la répression de l'Etat français n'avait pas su embastiller. Comme nous l'avons déjà signalé plus haut, Londres va jouer un rôle important dans l'organisation de la poursuite du défaitisme révolutionnaire en France.

Autour du journal anarchiste **Freedom**, fondé par la raclure patriotique de Kropotkine en 1886, diverses polémiques vont naître. Entre octobre et décembre 1914, une **LUTTE OUVERTE** entre les partisans de la guerre (Kropotkine, Jean Grave, Tcherkessof...) et ceux qui tiennent haut et fort le drapeau de l'internationalisme prolétarien s'engage. Parmi ceux-ci citons pêle-mêle Malatesta [[21](#)], Domela Nieuwenhuis, la majorité des anarchistes-communistes anglais, et d'autres révolutionnaires en exil comme les anarchistes-communistes de la FCA française: Boudot, Henry Combes, Lemarie.

Une rupture s'ensuit début 1915, malgré les liens d'amitié consacrés par des années de lutte parfois commune. Sur sa dispute avec Kropotkine, Malatesta écrira plus tard:

"Ce fut un des moments les plus douloureux, les plus tragiques de ma vie (et je peux me risquer à dire, aussi de la sienne) quand, après une discussion pénible à l'extrême, nous nous séparâmes comme adversaire, quasi comme ennemi [c'est nous qui soulignons. NDR]"

Toujours à Londres autour de Malatesta, les anarchistes révolutionnaires de divers pays publient en février 1915 un manifeste internationaliste trilingue sous le titre de **L'Internationale anarchiste et la guerre** (cf annexe n°2). Ce manifeste est signé par les anarchistes-communistes français réfugiés dans cette ville: Combes (son rédacteur principal!), Boudot, Lemarie et les camarades anglais (D'Abbot), suisse (Louis Bertoni), américain (Emma Goldman), hollandais (Van Diepen et Domela Nieuwenhuis), italien (Malatesta) et russe (Rochtchine).

Henri Combes écrit à plusieurs anarchistes français pour leur demander de signer son manifeste. Malheureusement, beaucoup s'y refusent par peur de la répression. La rupture au sein du groupe Freedom reste donc ignorée par la majeure partie des militants anarchistes français. Le manifeste des internationalistes est d'ailleurs très mal diffusé en France.

Parallèlement à ces ruptures se déroule, du 5 au 8 septembre 1915, la **Conférence de Zimmerwald** qui réunit les délégations socialistes et syndicalistes des pays belligérants et neutres. Les représentants français sont Merrheim (syndicat des Métaux CGT) et Bourderon (syndicat du Tonneau CGT). La majorité des participants se mettent d'accord pour appeler les "belligérants à la paix". Les plus radicaux, comme Lénine, déclarent qu'il faut transformer la guerre en Révolution mais se contredisent en acceptant de signer la résolution de paix votée à la fin de la Conférence.

Seuls les tribunistes hollandais (Pannekoek, Gorter) et certains anarchistes internationalistes restent fidèles au mot d'ordre de Révolution sociale comme seule solution à la boucherie capitaliste. Ils refusent de collaborer à ce rassemblement hétéroclite de sociaux-démocrates et ne signent donc pas la "résolution de paix" de Zimmerwald, pour au contraire appeler à la Révolte, à l'Insurrection, à la Liquidation sociale de la bourgeoisie.

En France, **Le Comité pour la reprise des relations internationales** (CRRRI) est créé en novembre 1915 pour promouvoir la résolution pacifiste de Zimmerwald:

"...défendre l'internationalisme prolétarien et s'opposer à la guerre par l'action commune des ouvriers Français et Allemands pour imposer la paix".

Le Comité réunit des syndicalistes (Merrheim, Bourderon, Hasfeld,...), des socialistes et des anarchistes pacifistes (Faure, Lecoin,...). Ces derniers se rassemblent au sein du comité de défense syndicalistes (CDS).

Fin 1915-début 1916 en France, apparaît au sein des anarchistes une nouvelle opposition qui va se transformer en rupture. Faisant suite aux luttes qui se déroulent à Londres et suite à la Conférence de Zimmerwald, le Groupe des Temps Nouveaux [\[\[22\]\]](#) éclate entre partisans et opposants à l'Union sacrée. Les anarchistes internationalistes (Benoit, Girard) s'opposent maintenant ouvertement aux "anarchistes défensistes" comme Kropotkine, Jean Grave, Pierrot, Guérin...

Ces internationalistes adhèrent à Zimmerwald (et au Comité pour la reprise des relations internationales-CRRRI) malgré l'énorme faiblesse des positions qui s'y sont exprimées en expliquant le pourquoi de leur démarche dans une "Première lettre" adressée aux "Amis des Temps Nouveaux". Pour ces anarchistes, Zimmerwald est la première réelle tentative de renouer des relations internationales. L'Union sacrée est à rejeter au nom même de l'internationalisme prolétarien:

"Pour nous, nous ne croyons pas que notre conception sociale et humaine puisse être balancée selon le cas. Pour nous les termes France, Angleterre, Allemagne etc., sont des mots vides de sens en tant que désignations d'unités collectives. Derrière chacune de ces appellations, nous voyons un peuple asservi et exploité par une classe de gouvernants et de possédants".

Ces internationalistes vont se mettre à dos certains membres de "la famille anarchiste" comme Jean Grave qui les accusera -et c'est cocasse pour ce bourgeois partisan de la suppression de la propriété- d'usurper le titre de "son" journal et ira jusqu'à faire changer la serrure de "son local"!

Décidément, ce mythe increvable que nous présentent tous les sociaux-démocrates sur l'appartenance ou nom des individus ou groupes à la "famille anarchiste" ou "marxiste" a la peau dure! Comment ces pourris de démocrates peuvent-ils encore mettre côte à côte des révolutionnaires comme ceux de Londres et des salauds à la Grave sous la même étiquette. Il faut en finir avec cette histoire qui nous donne à bouffer cette merde familiale comme vérité et réaffirmer que pour nous il n'existe que deux camps: celui de la Révolution et celui de la Contre-révolution! Qu'est-ce que le bourgeois russe de Kropotkine a-t-il à envier au bourgeois allemand de Scheidemann? Rien, à part la revendication ouverte de faire partie de la même internationale, celle de la contre-révolution sociale.

En réponse à l'internationalisme qu'affirment certains anarchistes, les patriotes vont lancer un manifeste appelé aussi le "Manifeste des 16". On y retrouve la signature de 15 crevures, dont Kropotkine et Jean Grave, se réclamant de "l'anarchisme". Cette apologie du Capital est publiée dans le journal de la CGT, La Bataille, le 14 mars 1916. Comme par hasard, la bourgeoisie sait reconnaître les siens et ne censure pas cet appel à la délation "des traîtres antipatriotes". Ces salauds auront même le toupet d'appeler les prolétaires à continuer à se faire trouser la peau et à ignorer ceux qui parlent de paix. En grands stratèges, ils jugent que la paix est "prématurée et nuit à la cause des alliés". Ce manifeste est salué et applaudi par toutes les fractions de la bourgeoisie comme:

"une déclaration ferme, sans détour, sans équivoque, sans aucun trait suspect (...et apportant) un vigoureux engagement contre la paix allemande" (in Le Figaro).

En réponse, les pacifistes du Groupe des Temps Nouveaux publient "La paix par les peuples" qui sera censuré et ne paraîtra qu'en mai 1916 dans une brochure clandestine (intitulée "Deuxième lettre"). Toutefois ils ne dépassent le pacifisme de Zimmerwald:

"Les organisations des travailleurs de tous les pays doivent dès aujourd'hui... se hâter de constituer un congrès mondial du prolétariat dont l'oeuvre sera tout d'abord d'exiger la cessation des hostilités, et le désarmement complet et définitif des nations".

Cela est bien loin des positions développées par le manifeste des internationalistes de Londres. Malatesta refuse d'ailleurs de signer le manifeste du Groupe des Temps Nouveaux:

"Je trouve que c'est une illusion des plus dangereuses l'idée que la guerre puisse être arrêtée par un congrès mondial des organisations de travailleurs." (Lettres à Girard. 10/04/1916)

Il veut se réserver pour la révolution sociale (cf lettre à Jahane [\[23\]](#) du 18 janvier 1916).

Chapitre IV. 1916: RAS-LE-BOL!

Cette année-là va voir s'accroître le mécontentement ouvrier. De nouveaux sacrifices pour assurer la défense de la Patrie sont imposés par le gouvernement de l'Union de la Boutique. C'est l'heure où les prolétaires font leurs comptes. La bourgeoisie leur avait promis une guerre "courte et joyeuse" alors que celle-ci s'éternise et que la famine commence à ténasser les ventres. Ajoutons à cela la liste des morts qui s'allonge alors que les journaux, les syndicats, le gouvernement et les galonnés claironnent de "grandes victoires militaires". Les villages et les villes commencent à voir certains de "leurs gars" rentrer, mais dans quel état! On ne compte plus les estropiés, les écorchés, les éviscérés, les fous, etc. tout ce joli monde porte les stigmates de cette affreuse boucherie qui n'en finit pas de finir. Ça commence à travailler même dans les cervelles les plus soumises. Pourquoi continuer? Quel est l'objet de tant de morts, de blessés, de disparus? Pourquoi travailler plus alors qu'il n'y a rien dans nos assiettes?

Face à ce merdier, la réponse du prolétariat ne se fait pas attendre. Elle émerge aussi bien sur le front militaire, par des centaines de désertions, que sur le front de la production par des grèves.

Grèves dans les usines d'armement

Alors qu'en 1914 il n'y avait plus eu aucune grève, il y en eut 98 en 1915 (9.344 grévistes) et 314 en 1916 (41.409 grévistes)!

A partir de janvier 1916, des luttes s'engagent contre les salaires de misère. Ce mouvement ne touche pas uniquement la France mais l'ensemble des pays belligérants et s'étend jusqu'en Espagne où de grandes grèves dans la métallurgie paralysent Barcelone.

En France, les grèves se déclenchent dans les usines d'armements où travaillent les femmes, dans des conditions d'exploitation encore plus terrifiante qu'avant le déclenchement de la guerre. Le terrorisme bourgeois s'exprime ici pleinement face à une main-d'oeuvre nouvelle et peu aguerrie à lutter.

"Produire, produire chaque jour davantage de canons et de munitions, c'est le seul programme" disait le "socialiste" Albert Thomas en janvier 1916.

A partir de juillet 1916, L'Etat interdit l'emploi des ouvriers mobilisés pour l'exécution des travaux "pouvant être exclusivement réalisés par des femmes". La guerre capitaliste, cette dévoreuse d'hommes appelle auprès d'elle, chaque jour qui passe, de nouvelles victimes pour l'instant encore consentantes. Pour les remplacer, des femmes vont être expédiées dans les bagnes industriels. Les capitalistes, sous un discours rappelant celui des féministes des années 1970, prétendront qu'il s'agit là "d'une promotion sociale", leur permettant de se "libérer de l'ignoble tutelle financière du mari".

Contrairement à ce discours officiel et aux images que la presse tente d'imposer "dans le public", ce n'est pas par patriotisme, par héroïsme [\[\[24\]\]](#) ou même par féminisme que les femmes accourent dans les usines de guerre. L'allocation de chômage qu'elles percevaient ne représentait même pas la moitié du salaire féminin moyen de l'époque. Comment, dans ces conditions, arriver à survivre avec ou sans enfants? Sinon en allant perdre sa vie à la gagner. Aux explications idéalistes nous préférons celles qui font appel à l'incontournable matérialité des faits.

Pour attirer encore plus facilement ces prolétaires, les bourgeois vont promettre monts et merveilles. Mais que peut offrir le bague industriel à part de la poussière, des cadences infernales et des salaires toujours plus misérables?

Comme si cela n'était pas suffisant notre "bon ministre socialiste" chargé de l'organisation de l'exploitation, Albert Thomas, va s'en mêler et soutenir avec un racisme tout-à-fait écoeurant la nécessité de sous-payer [\[\[25\]\]](#) "les femmes" en prétextant que:

"...le coût de revient de toutes les nouvelles modifications à l'outillage, à l'organisation du travail, à la surveillance, et de façon générale la part des frais entraînés par la substitution de la main-d'oeuvre féminine à la main-d'oeuvre masculine entraîne des frais supplémentaires aux industriels."

Sous-payé, leur travail sera, comme celui des prolétaires "masculins" [\[\[26\]\]](#), harassant, abrutissant, malsain et dangereux. Peu qualifiées, elles sont condamnées à n'effectuer toute la journée que quelques gestes dans des conditions d'hygiène malsaine. Elles travaillent pendant des heures dans la poussière, les gaz, les fumées toxiques, au contact de produits corrosifs nécessitant des mesures d'hygiène rigoureuses et coûteuses qui entraîneraient une baisse des gigantesques profits que réalise la bourgeoisie. Le contact fréquent avec l'huile des machines provoque l'apparition d'une affection cutanée appelée "bouton d'huile". Dans les Etablissements Pathé frères à Vincennes, une centaine de femmes doivent toute la journée:

"... manier avec l'extrémité des doigts la gaze imprégnée d'une matière à base de nickel. Ce travail donne lieu à une irritation de la peau des mains et chez certaines à des dermatites irritantes et à de l'eczéma plus ou moins généralisé. Dans cet atelier, les femmes enceintes accouchent le plus souvent d'enfants morts-nés." (d'après un médecin enquêtant pour le sous-secrétariat d'Etat à l'Artillerie).

La bourgeoisie, dans sa course frénétique à toujours plus de profits, instaure le salaire aux pièces. Les cadences infernales qui en résultent, doublées de la vétusté des machines provoquent un accroissement des accidents du travail. Au nom de "la défense nationale", du "sauvetage de la patrie", la longueur de la journée d'exploitation passe en août 1914 à **10 ou 12 heures par jour avec seulement deux jours de repos par mois**.

Mais comme nous le verrons, le prolétariat réagira. Des grèves éclatent en 1916 et en 1917, accompagnées en mai et juin 1917 de mutineries. Le 1er juillet 1917, la bourgeoisie apeurée rétablit la législation d'avant-guerre et réduit le travail à dix heures par jour, interdit les prestations de nuit pour les femmes de moins de 18 ans et réinstaura le repos hebdomadaire. Pour notre "bon socialiste qui aime les ouvriers" Albert Thomas, promu entre temps Ministre de l'Armement, cette mesure, qui sera d'ailleurs loin d'être appliquée partout, est nécessitée non par des considérations humaines mais par un souci de meilleure rentabilité:

"C'est une constatation maintes fois faite que toute amélioration apportée aux conditions de travail se traduit par un meilleur rendement".

Pour éviter la généralisation du mécontentement, l'Etat va mettre sur pied une série d'institutions, de garde-fous, comme les premières crèches gratuites, des "chambres d'allaitement" pour femme enceinte, des congés et des primes. Les "ouvrières-mères pourront ainsi répondre à leurs deux devoirs": produire de la plus-value et assurer la relève de la force de travail. [[27](#)]

Chronologie des premières grèves

Devant les premiers symptômes sérieux de la colère prolétarienne, l'Etat pousse en avant ses fractions plus crédibles pour éviter une extension du mouvement. La social-démocratie radicale émerge avec un nouveau discours pour se recrédibiliser face aux milliers de prolétaires qui refusent la guerre.

Face au discrédit, résultant de l'Union sacrée, dans lequel se trouvent TOUTES les structures d'encadrement bourgeoises (CGT, SFIO et anarchistes), le Capital va coopter de nouveaux organes pour encadrer la lutte prolétarienne. Les journaux qui jusque-là se gargarisaient de la "défense de la Patrie" deviennent plus critiques vis-à-vis de la guerre qui s'éternise.

Comme en Allemagne durant la même période, de nouvelles structures vont "doubler" les appareils sociaux-démocrates existants. Tout en restant à l'intérieur d'organisations jugées ouvrières et sous le slogan de maintenir "l'Unité du mouvement ouvrier", ces fractions vont prendre en charge les revendications ouvrières que la social-démocratie gouvernementale n'est plus capable d'assumer. Comme en Allemagne avec l'USPD, des "minoritaires" vont apparaître au sein de la SFIO. Ces "minoritaires" vont prendre part activement non seulement à la conférence de Zimmerwald mais aussi à la création d'un nouvel encadrement syndical au sein de la CGT. Un peu l'équivalent de ce que feront les Revolutionäre-Obleute (RO) au sein de l'ADGB allemande.

A l'instigation de ces différents groupes sociaux-démocrates oppositionnels, est lancée une campagne pacifiste qui s'attaque au gouvernement et à l'Union sacrée que défendent encore la CGT (Jouhaux) et les majoritaires de la SFIO. Du même coup, ils s'opposent à la participation de ministres socialistes au gouvernement et demandent à ce dernier une déclaration sur les buts de la guerre et sur les mesures prises par le haut-commandement pour abréger les hostilités. Ils veulent que les partis socialistes agissent sur le gouvernement pour obtenir la paix. Tout comme l'USPD, ces oppositionnels développent une intense propagande pour éviter la transformation de la boucherie guerrière en révolution. Ils seront à la base du Comité pour la Reprises des Relations Internationales (CRRRI) entre les différents partis socialistes de la IIème Internationale, né de Zimmerwald.

Mais les prolétaires vont surprendre la bourgeoisie en lançant les premières grèves qui éclatent en juin-juillet 1916 dans les usines de Dion à Puteaux (banlieue de Paris). Elles sont soutenues par la Fédération des métaux (créée en avril 1916), l'une des seules fédérations de la CGT à critiquer l'Union sacrée et dont le tiers des militants sont des femmes (alors qu'auparavant seule une minorité était syndiquée). Comme ce conflit risque de compromettre la bonne marche de la guerre (plus d'armes!) et d'avoir une extension, le gouvernement pousse le capitaliste local à céder. Cette victoire donne dans les faits une crédibilité renforcée aux groupes socialistes "oppositionnels".

D'autres grèves éclatent bientôt, comme dans l'usine de Wilcoq-Renault en septembre-décembre 1916. Le jeu des primes avait permis au patron d'élever progressivement la production de 300 obus par jour en 1915 à 1100 obus par jour en 1916 avec suppression de la prime.

Alors que les grèves féminines étaient peu fréquentes en juillet 1916, les femmes en seront le fer de lance. Une série de surnoms méprisants vont être créés par la bourgeoisie à cette occasion. Ils resteront dans la langue française comme des insultes. Retenons parmi ceux-ci les "pétroleuses", les "midinettes"...

Par manque de place nous n'allons pas développer les plus de 300 grèves qui se sont déroulées à l'époque. Si le lecteur veut approfondir cette question, nous le renvoyons au livre des Editions Ouvrières: "1914-1918. L'autre front", paru à Paris en 1977 (pp. 212-216).

De cette agitation ouvrière, émergent des minorités en rupture qui cherchent à retrouver les positions invariantes de notre classe. Pour corroborer cela nous reproduisons l'extrait d'un tract non signé distribué dans les usines. Malgré d'énormes illusions sur une "paix", qui signifierait un simple retour "chez soi", certaines fractions du prolétariat se rendent compte de la nécessité que toute lutte contre la guerre doivent entraîner: la liquidation de l'Etat bourgeois.

"Appel au peuple"

"Assez de cette boucherie interminable et abominable. Assez! Que chacun rentre chez soi!... Certains d'entre vous ont sous la main, dans les usines de munitions où ils travaillent, des produits tout prêts, faciles à se procurer pour fabriquer des bombes, obus, cartouches de dynamite et autres explosifs. Qu'ils s'en servent hardiment, à bon escient. Incendiez et dynamitez à Paris, l'Hôtel de Ville, le Ministère de la Guerre, celui de l'Intérieur, la Chambre des Députés. Qu'on apprenne un de ces matins, par la voie des journaux: attentat contre Poincaré... autre tentative contre le général Roques Ministre de la Guerre... Un quartier de Paris est mis à sac..."

Mais la grogne en cette année 1916 ne se fait pas uniquement sentir chez les bagnards de l'industrie. Sur le front aussi, les prolétaires expriment un ras-le-bol croissant. En deux ans, l'expédition "courte et joyeuse" s'est transformée en un innommable bourbier dans lequel s'entassent des millions d'hommes sur un front s'étendant de la mer du Nord à la frontière Suisse. Sous l'effet dévastateur de l'artillerie, les combattants ont dû s'enterrer dans d'innombrables tranchées, boyaux, casemates, etc., la terreur au ventre!

L'image bourgeoise d'une guerre héroïque en gants blancs et dentelle, s'éteint face à la prosaïque réalité de la faim, de la terreur, du froid, de la boue et de la mort qui rode. Les premiers signes de défaitisme vont inexorablement apparaître avec le déclenchement du plus gigantesque carnage -dans l'espace et dans le temps- que n'ait jamais connu l'Humanité. N'ayant pas réussi à reproduire sa victoire sur l'armée française comme en 1870, la bourgeoisie allemande va décider d'anéantir les réserves françaises en les enfermant dans une dure bataille de positions autour de Verdun.

En quelques mois, des centaines de milliers de prolétaires seront sacrifiés de part et d'autre sur quelques km². L'enfer enduré par les soldats sera tellement traumatisant que Verdun est cité dans les manuels d'histoire comme une des batailles les plus sanglantes. Pour ne pas entrer dans des considérations militaires trop longues et ennuyeuses, citons simplement un exemple pour illustrer la brutalité avec laquelle la civilisation bourgeoise traite ses prolétaires. Durant la bataille, une simple colline, portant l'anodin nom de côte 304 sur les cartes d'état-major, engloutira à elle seule plus de **10.000 hommes!** Le pilonnage de l'artillerie sera tel que la colline sera réduite de plus de 30 mètres dans sa hauteur!!!

La flamme patriotique dans ces redoutables conditions va très vite s'éteindre pour laisser place d'abord à un profond dégoût. Non seulement par rapport aux officiers qui les envoient se faire tuer continuellement pour quelques mètres de terrain mais aussi contre l'ensemble de la société qui planifie tranquillement leur agonie. Dans leur coeur le dégoût fait de plus en plus place à la colère, à la haine et à la rage.

Prévenu depuis des semaines des projets des généraux allemands d'attaquer massivement le fort de Verdun, l'état-major français n'organise la défense que le 25 février, en pleine bataille. La bourgeoisie allemande et française se coalisent pour organiser le massacre de centaines de milliers de prolétaires. Entre le 21-2 et le 15-7, plus de 30 millions d'obus sont tirés!

A partir de mars 1916, les généraux français enregistrent la "chute du moral" des troupes. Sur la seule voie qui relie encore Verdun à l'arrière, l'état-major est obligé de séparer les hommes qui montent au

carnage de ceux qui en descendent. Ces derniers offrent un spectacle ahurissant de misère humaine. Ce sont en général de véritables épaves, vêtements déchirés, visage hallucinés, corps mutilés... Le tableau est épouvantable, sans parler des innombrables charniers qui marquent l'entrée de la "zone d'opération" comme disent si pudiquement les traîneurs de sabres.

Souvent les morts-vivants qui avaient survécu à cet enfer exhortaient leurs camarades à ne plus aller s'immoler au champ d'HORREUR! A partir d'avril 1916 nombreux sont ceux qui abandonnent leur poste et désertent. D'autres finissent dans des asiles psychiatriques vidés de tout aspect humain. Ce ne sont plus que des zombies juste bons à servir de nouveaux cobayes à la science.

Le spectacle abominable de cette boucherie est encore visible aujourd'hui dans les dizaines de cimetières qui entourent la ville de Verdun. Cela vaut le déplacement, non pas comme ces milliers de voyeurs qui déambulent tous les ans entre les milliers de petites croix blanches, mais comme un des endroits où s'est consommé un des plus terribles massacres de nos frères de classe.

Afin de calmer la colère des prolétaires sacrifiés, la bourgeoisie nomme des deux côtés du front de nouveaux étoilés pour rejeter la faute de ce gigantesque gâchis humain sur le commandement précédent. Du côté français, elle coopte un grand commis de l'Etat qui servira encore en juillet 1917 et en mai 1940: Pétain. Celui-ci comprend très vite la situation:

"l'homme qui se sent abandonné et privé de toute espèce de soins matériels, après avoir souffert et bravé la mort dans la tranchée, ne peut avoir qu'une attitude fâcheuse qui déteindra sur son entourage."

Face au défaitisme qui gagne, les capitalistes doivent mettre un terme aux offensives militaires "trop coûteuse en hommes". Parallèlement, l'idéologie bourgeoise développe le concept d'une boucherie pouvant se réaliser dans de meilleures conditions sanitaires. Des mesures visant à améliorer l'hygiène et la santé des troupes, comme l'amélioration de l'infrastructure hospitalière, sont prises. Mais ces largesses accordées pour calmer les soldats ne suffisent pas. Le traumatisme subi par les prolétaires reste trop important. Certains, pendant leurs permissions, assistent à des réunions politiques dans les usines en grèves et prennent la parole pour dénoncer l'enfer qu'ils vivent. De retour sur le front, ils rendent compte à leurs camarades de tranchées de la misère qui règne aussi "à l'arrière", mais surtout, ils évoquent les LUTTES qui commencent à s'organiser "CONTRE LA GUERRE".

Ils voient AUSSI avec dégoût les terrasses de café bondées de bourgeois et leurs cocottes, ces "planqués", ces "profiteurs" qui s'amuse à Paris pendant qu'ils se font massacrer pour la "Patrie française".

"L'état d'esprit des soldats est déplorable. Même le paysan le plus arriéré comprend que la France s'use. Cela le révolte de s'apercevoir qu'il n'y a que des prolétaires dans les tranchées. La sédition gronde. L'ordre écrit ne suffit plus pour faire sortir les poilus [\[28\]](#) des tranchées. (Déclaration de Fauvel, 18ème section SFIO, 9/12/1916.)

Le défaitisme grandit au fur et à mesure que la boucherie s'allonge. Des lettres émanant de certaines unités témoignent de cet état d'esprit:

"La guerre, quelle qu'en soit l'issue, conduit à la ruine et à la famine,... **ça nous est égal d'être Français ou Allemands. On est prolétaire avant tout**" (Treuchot, 4ème circonscription de St-Denis, 10-12-1916)

Les prolétaires réagissent non seulement contre le massacre organisé directement dans toute son horreur sur le front, mais aussi contre l'impitoyable exploitation qui s'organise "à l'arrière". L'aggravation généralisée des conditions de survie des exploités, qui ne se font pas directement massacrer dans les tranchées, se marque par des augmentations régulières du prix des denrées de "première nécessité" comme le blé, le sucre, le café, le lait, le pétrole, etc.

Devant le spectacle de la bourgeoisie qui se vautre dans le luxe pendant que le prolétariat meurt de faim, de froid, de la guerre..., des minorités vont commencer à s'organiser. A travers elles, s'exprime l'émergence d'une conscience révolutionnaire résultant de l'aggravation des conditions de survie. Celles-ci, directement senties dans les tripes, feront exploser la haine des prolétaires contre leurs tortionnaires. D'abord spontanées, les réactions vont peu à peu s'organiser et donner une CONTINUITE à leur refus de la guerre.

Les anarchistes-individualistes, comme Armand, lancent dès la fin de 1915 une revue "Par-delà la mêlée" qui refuse à tous les camps impérialistes de se prévaloir d'une quelconque "légitimité", d'un quelconque "bon droit" dans ce carnage. Ils rejettent, de manière simpliste, la cause de la guerre sur tous les gouvernements et leurs appétits de "conquêtes", appelant les prolétaires à se désolidariser d'eux en désertant.

D'autres groupes se constituent autour de deux journaux pacifistes: Les Temps Nouveaux et le Libertaire. Des réunions publiques camouflées en concerts de bienfaisance, promenades champêtres, tournées de propagande en banlieue et province sont organisées par des militants comme Benoit, Chardon, Mauricius, Faure... qui prennent la parole, distribuent des tracts et brochures et établissent des liens avec leurs correspondants. Des tracts et des brochures clandestins sont également distribués dans les usines de guerre où se trouvent de nombreux "syndicalistes" et/ou "anarchistes" mobilisés. Cette propagande touche aussi le front via la correspondance qu'entretiennent les militants mobilisés avec ceux de l'arrière. Au front les tracts circulent et passent de mains en mains.

La propagande pacifiste au front s'accroît durant l'été et l'automne 1916.

Un appel Aux lecteurs du Libertaire (signé par Content, le nouvel administrateur du journal) est distribué le 8 septembre et un tract: Notre attitude signé Le Libertaire et rédigé par Content, Lecoin et Ruff, est diffusé à partir du 22 septembre 1916. Le premier explique l'origine et les effets de la guerre et la raison pour laquelle le journal ne peut paraître sans être censuré ou interdit. Nous le reproduisons dans l'annexe n°3.

Le second tract (annexe n°4) remercie les nombreuses marques de sympathie, rappelle la responsabilité de tous les gouvernements dans la guerre et condamne les ralliés dont les arguments:

"ne sont que des boniments pour entraîner les masses à se faire tuer pour la bonne cause... Et c'est pourquoi nous disons: cette guerre n'est pas la nôtre".

Ce tract circule dans tout le pays et amène les pacifistes du Libertaire à intensifier leur propagande sous l'impulsion de Ruff et de Lecoin, libérés de prison en novembre 1916.

Lors d'une réunion des pacifistes des "Amis de CQFD", Ruff attaque violemment Sébastien Faure sur son activité, et les "arrangements" qu'il a négociés avec le ministre de l'Intérieur Malvy par le truchement de cette pourriture d'Almareyda. Le journal CQFD est dans les faits "sponsorisé" financièrement par le ministre lui-même! Ruff refuse plus longtemps ces compromissions et lutte pour que le journal soit indépendant du pouvoir et même clandestin. Lecoin critique également Faure et fait échouer toute collaboration entre le groupe des Temps Nouveaux et celui du Libertaire. Ses raisons, nous ne les connaissons pas.

Malgré ces attaques, Faure continue à publier CQFD et insère dans le dernier numéro un tract virulent de Lecoin: Imposons la paix (annexe n°5).

Ce tract s'en prend à l'Union sacrée, "aux socialistes et anarchistes traîtres" qui l'ont rejoint mais ne donne que des perspectives pacifistes. Daté du 7 décembre 1916, il est tiré à 12.000 exemplaires, diffusé directement en province et à Paris. Il se termine sur ces mots:

"Clamez votre amour de la paix et imposez-la".

Lecoin et Ruff sont encore une fois arrêtés alors qu'ils distribuent ce tract sur la voie publique. Content est également arrêté. Le tract est diffusé partout malgré les nombreuses perquisitions. Envoyé par la poste, il est distribué dans la rue et dans des réunions à Paris, Lyon, Troyes, Dieppe, Toulon, Châlons-sur-Marne, Saint-Etienne et **surtout dans les tranchées où il passe de mains en mains...** Des militants de diverses régions sont incarcérés pendant l'hiver 1916-1917 pour avoir possédé et distribué ce tract.

Du 24 au 30 avril 1916, la **deuxième conférence socialiste internationale de Kienthal** vote une résolution pacifiste demandant "la fin du massacre à travers le monde".

Les socialistes et syndicalistes "minoritaires" français qui n'ont pu obtenir de passeport pour se rendre à Kienthal sont représentés par un manifeste, rédigé par Trotsky et signé par les deux organes de cette opposition: Naché Slovo et Vie ouvrière. Le manifeste se termine par ces slogans creux:

"A bas la guerre! A bas les annexions! les contributions de guerre! vive la liberté et l'indépendance des nations! Vive l'union économique des peuples!

Vive la Révolution!

Vive le Socialisme!"

Le 24 juin 1916, 3 députés "socialistes" votent pour la première fois au parlement contre les crédits de guerre.

Cette malheureuse année 1916 qui avait commencé si fortement par l'importante vague de grève, se termine lamentablement dans l'acceptation du carnage sans qu'aucune solution révolutionnaire digne de ce nom ne puisse se profiler à l'horizon. Le prolétariat reste non pas le sujet de l'Histoire mais l'objet de la bourgeoisie qui continue à le massacrer.

Chapitre V. 1917, l'explosion!

La révolution de février 1917 et la chute du tsarisme donnent un gigantesque coup d'accélération à l'histoire. L'importance de ces événements se mesurent jusques et y compris en France. Le prolétariat en Russie montra l'exemple en indiquant que seul l'Insurrection, le Défaitisme révolutionnaire peuvent mettre fin au carnage.

En mars 1917, des actes d'indiscipline se multiplient dans les deux brigades russes qui se trouvent sur le front français. Les soldats constituent des **soviets** comme en Russie, refusent de saluer et même d'obéir à leurs officiers. Ils veulent retourner le plus vite possible en Russie pour participer à la Révolution. Plusieurs "sorties" sont organisées par ces soldats russes dans les villages environnants. Au chant de l'Internationale, ils tentent d'entraîner d'autres unités dans leur refus ouvert de servir plus longtemps de chair à canon. Les soldats français assistent de loin à ces événements:

"Le 1er mai 1917, les soldats russes défilent en chantant la Marseillaise avec des drapeaux et des pancartes portant des slogans révolutionnaires. Des meetings ont lieu l'après-midi. Les soldats insultent les officiers. Des membres du soviet s'emparent d'une voiture d'état-major et défilent devant un camp de troupes françaises récemment ramenées du front."

Toujours en mars, éclatent des grèves dans un grand nombre de fabriques de guerre. Les soldats sont tenus au courant par leur femmes qui se plaignent des conditions misérables dans lesquelles elles sont forcées de travailler et d'élever leurs enfants. Sortant d'un hiver particulièrement rude (plus de **5000** décès par mois rien qu'à Paris!), les familles se plaignent du manque croissant de ravitaillement. Sur le front, les conditions de vie sont de plus en plus pénibles: pas de permissions -pour certains depuis un an-, mauvaise nourriture, hygiène déplorable, après un froid polaire qui dure jusqu'en février, le dégel transforme les tranchées en véritables borbiers.

Certaines lettres interceptées par la censure militaire parlent de venger les "pauvres" qui se font tuer pendant que les "gros ne connaissent que le plaisir et le bonheur... Il n'est pas loin le jour où ils verront leurs belles maisons incendiées".

Durant cette période le Service de Renseignements de l'Armée (SRA) relève un grand nombre de lettres dans lesquelles la Patrie est tournée en dérision. Elle est définie comme:

"un groupement de capitalistes qui fait massacrer le peuple pour s'enrichir en sécurité...".

La censure est évoquée. Elle ne laisse passer que:

"les lettres qui vous encouragent à travailler pour faire tuer vos malheureux maris, pères et enfants pour sauvegarder les biens des capitalistes buveurs de sang des travailleurs".

D'autres soldats demandent la "Révolution à l'arrière pour arrêter la guerre". Cette première réaction est encore faible. Les prolétaires sous l'uniforme chargent les ouvriers "de l'arrière" de faire la Révolution à leur place. Ils ne comprennent pas qu'il n'y a pas de différence entre "arrière" et "front". Entre "front de la production" et "front militaire" il n'existe aucune séparation. Défendre encore le territoire national contre "les hordes teutoniques" et laisser les ouvriers mettre en place un nouveau gouvernement qui négociera la paix est IMPOSSIBLE. Pour mettre fin au massacre c'est TOUTE la bourgeoisie qu'il faut liquider.

Ne l'ayant pas compris, les prolétaires du front laissent la bourgeoisie préparer un carnage encore PIRE que celui qu'elle avait réussi à imposer à Verdun. Dans son cynisme habituel, elle demande en avril 1917 "encore un petit effort" aux prolétaires exsangues pour qu'ils boutent les "boches" hors du pays. Invoquant de nouveaux impératifs militaires, tous les généraux jurent leurs grands dieux que la victoire est au bout de cet ultime sacrifice et que cette offensive est "la dernière". La bourgeoisie française tente du même coup de ressouder l'Union sacrée qui s'effiloche depuis 1916.

Sur le plan militaire, il s'agit de rompre par surprise le front allemand sur le Chemin des Dames -entre Reims et Soissons- en 48h. Une fois la percée réalisée, "il suffit" -pour reprendre l'expression des pingouins constellés d'étoiles- de poursuivre les armées allemandes défaites.

Dans cette offensive, la bourgeoisie française joue son va-tout. Elle sait qu'elle est au bord de la rupture sociale et tente d'endiguer la confrontation qui s'annonce par un nouveau massacre.

Pourtant, le doute s'installe. La victoire de l'offensive française semble improbable à la plupart des traîneurs de sabres de l'état-major. Un grand nombre de ministres ainsi que le président de la République partagent ce point de vue et prennent leurs précautions en forçant les militaires à arrêter le carnage au bout de 48 heures si l'offensive ne réussit pas.

Mais les contradictions qui minent la bourgeoisie française sont devenues insurmontables. L'offensive est décidée un peu comme un joueur de poker qui tente de bluffer son ennemi en lui faisant croire être en possession d'un atout supérieur au sien.

L'état-major prépare l'attaque en quelques semaines. Quelques jours avant la date prévue, il apprend que les Allemands sont au courant. Le 16 avril 1917 [\[\[29\]\]](#), des milliers de soldats sont envoyés à la boucherie devant une défense parfaitement organisée. Malgré une préparation d'artillerie de plusieurs jours, les fantassins français tombent sur des blockhaus intacts d'où des mitrailleuses crépitent et les fauchent par centaines, par milliers! Dans un déluge de fer et de feu, ils parviennent à conquérir deux ou trois mètres au prix de milliers de tués, d'estropiés, de déchiquetés... agonisant durant des journées et des nuits entières sur le champ de bataille sans aucun secours.

Les résultats sont catastrophiques: en quelques jours des dizaines de milliers d'hommes sont broyés par cette infernale mécanique. Le décompte final est encore plus terrible: **147.000** hommes sont sacrifiés uniquement du côté français en 15 jours à peine!

Les centaines de milliers de morts, le souvenir de Verdun et **la propagande défaitiste de plus en plus active et efficace -on retrouve des exemplaires de la brochure rouge "En cas de guerre" (cf. plus haut) dans les tranchées-**, sont à l'origine des mutineries de 115 unités en mai-juin 1917. On comprend l'épouvante qu'ont dû susciter ces événements pour que la bourgeoisie les censure à l'époque et encore 70 ans plus tard. 80% des unités sont touchées par la mutinerie. Pétain affirmera que sur plus de 8.400.000 mobilisés seuls 44.000 hommes fidèles à bourgeoisie séparaient à ce moment les troupes allemandes de Paris!!!

Le 17 avril 1917, l'"échec" de l'offensive française est consommé. Les premiers actes graves d'indiscipline éclatent.

Dans la nuit du 21 au 22 avril, les soldats de la 1ère division d'infanterie coloniale (DIC) se révoltent. Ces "nègres", comme les appellent avec mépris les bourgeois, avaient la réputation d'être de "solides et valeureux" soldats. Ils étaient de toutes les offensives, de tous les massacres car "aucune mère française ne va pleurer pour eux", dit un général. Ce jour-là, en revenant du front ils crient aux fantassins qui y montent:

"Vive la paix!" - "On nous fait assassiner!".

Les prolétaires s'aperçoivent que les officiers les sacrifient dans des combats souvent mal préparés, inutiles sur le plan militaires et terriblement coûteux en vie humaines.

Certaines troupes tombent même sous le feu de l'artillerie française [\[30\]](#)

Des lettres, rapports, etc. témoignent de la réelle volonté de tuer un maximum de prolétaires:

"Le terrain de l'attaque n'était pas assez nettoyé, les fils de fer mal arrachés, les abris des mitrailleuses pas démolis. Des troupes, arrêtées par les barbelés, ont été fauchées par les mitrailleuses allemandes... Les services de santé étaient mal organisés, des blessés sont morts faute de soins rapides... La discipline était trop rigoureuse..." (rapport d'un service de sécurité en juin)

Au mois de mai-juin 1917, la presse va se faire l'écho des massacres d'avril et de mai. Les pertes élevées, l'absence de l'aviation, l'absence de préparation du terrain par l'artillerie, les ravages causés par l'artillerie française au sein de ses propres unités, les attaques répétées épuisant et décimant les troupes, le mauvais service de santé, les désertions... vont être imputés à un seul homme: le généralissime Nivelle. La bourgeoisie espère que celui-ci servira de paratonnerre à la colère qui, jour après jour, gronde.

Les convois de blessés arrivant à Paris apprennent aux civils (d'abord venus les acclamer) ce qui se passe **réellement** au front, levant ainsi le voile tendu par la censure et révélant ce que les journaux ne disent pas:

"On assassine nos camarades! A bas Nivelle!"

La haine des prolétaires envers "**les Bouchers qui nous commandent**" à l'abri des champs de bataille s'exprime d'abord dans les lettres qu'ils envoient à leurs familles:

"Nous avons repris Craonne le 16, mais cette offensive est un gros insuccès pour nous. Tout y était préparé avec la plus grande des maladresses. **Cela fut plus sanglant et épouvantable que ce que j'avais vu jusqu'à présent** (273ème RI)... Tous, pleins d'un entrain admirable, ils se sont lancés à l'assaut, hélas! pour y rester en grande partie, car **les bouchers qui nous commandent** nous ont fait faire cette attaque sans aucune préparation d'artillerie. C'était juste si on ne nous avait pas enlevé nos armes pour partir à l'assaut... D'après eux (les officiers ordonnant aux soldats de repartir à l'attaque 2 jours après l'offensive de Craonne. NDR), leur place n'est pas à comparer avec la vie des hommes. Les salauds, ils ne valent même pas la balle qui ira les tuer (A.L., secteur postal 137)..."

Et encore,

"**Ils paieront cela plus tard, ces buveurs de sang**, comme on les appelle chez nous (2ème BCP, le 13 mai)... Nos généraux nous ont fait assassiner et vendus comme des moutons à la boucherie. Plus de 100.000 hommes ont péri la-dedans; d'après les permissionnaires qui venaient de là, notre artillerie a massacré nos propres troupes; un colonel d'artillerie a été passé à l'arme blanche d'après un bruit qui court (3ème RI, 18 mai)."

La "Complainte de Craonne" se fait l'écho morbide, parmi les soldats, de cette hécatombe:

"Adieu la vie, adieu l'amour
Adieu toutes les femmes!
C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on va laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés."

La **première mutinerie éclate le 29 avril 1917** dans le 2ème bataillon de 18ème régiment d'infanterie (RI) massacré le 16 avril (400 tués sur 600 hommes!) et auquel l'état-major donne l'ordre de remonter au front vu la pénurie de bataillons frais à sacrifier. Réprimée rapidement, cette mutinerie est la première d'une longue série. Le scénario est dans l'ensemble toujours le même: après de sérieuses pertes, les hommes refusent d'aller encore se faire tirer dessus comme des lapins. La contagion gagne même les troupes qui n'ont pas été soumises encore au feu.

La réponse de la bourgeoisie va être simple: reprise de l'offensive coûte que coûte. En **mai 1917**, les combats reprennent. Le chef d'état-major Nivelle remplace la bataille de rupture du front par une bataille d'usure.

L'exaspération des prolétaires auxquels la bourgeoisie avait demandé "encore un effort" pour une "offensive qui était la dernière", explose. C'est alors que les mutineries les plus fortes éclatent.

Le 17 mai 1917, la situation devient tragique. Nivelle est remplacé par Pétain qui arrête la guerre offensive faute d'un nombre suffisant de troupes sûres et commence à réprimer la vague de mutinerie.

Entre le 29 avril et le 10 juin 1917, il y aura plus de 90 mutineries sérieuses. A partir du 11 juin le nombre se réduit à 20, suite à l'intervention de Pétain, qui organise la répression.

Au début, les soldats refusent de monter au front ou même d'attaquer. Le 3 mai, quasiment tous les régiments de la 2ème Division d'Infanterie coloniale (DIC) n'obéissent pas à l'ordre de départ. Cette rébellion sera rapidement réprimée comme celle du 29 avril mais les soldats se sont rendus compte de leur force. Ils comprennent que face à une action collective d'une telle envergure, les officiers ne peuvent les vaincre et les obliger à se battre. S'ils montent encore au front c'est:

"... uniquement pour remplacer leurs camarades épuisés et défendre les tranchées, non pour attaquer."

D'autres prolétaires diffusent carrément des tracts recopiés à la main. Celui-ci est signé par "des soldats de 10 régiments différents" et appelle à la solidarité prolétarienne pour imposer la fin de la guerre:

"Camarades, souvenez-vous de Craonne, Verdun, la Somme, où nos frères sont restés. Camarades aux Armées! Camarades. Au nom des tous les camarades qui ont déjà signé pour obtenir la cessation des hostilités à la fin de juillet [\[\[31\]\]](#), nous venons vous prier de vous joindre à nous pour obtenir ce résultat et arrêter ce carnage, cette guerre qui a pour but premier d'enrichir le capitaliste et de détruire la classe ouvrière. Nous tiendrons les tranchées jusqu'à cette époque pour empêcher l'ennemi d'avancer. Passé cette date, nous déposerons les armes..."

ou encore:

"Camarades! Vous voulez détruire le militarisme prussien et, à cet effet, vous provoquez le massacre du prolétariat de tous les pays tandis que le militarisme se renforce!... A bas la guerre! vive la paix!"

Malgré ce ton encore ouvertement pacifiste, la radicalisation du mouvement fait très vite sentir ses effets. Un grand nombre de soldats permissionnaires participe à des réunions politiques, aux grèves qui se déclenchent à l'arrière et défile avec le drapeau rouge en chantant l'Internationale!

Le mouvement s'élargit, s'organise et se radicalise. Il passe de la révolte spontanée à un désir affirmé de la Révolution.

Des mutineries éclatent dans des régiments de réserve non décimés par les offensives. Les prolétaires font grève et ont des revendications communes avec leurs frères de classe "de l'intérieur". Ils exigent des soldes plus élevées, des permissions plus longues et une meilleure nourriture. [\[32\]](#)

Un pas qualitatif est franchi lorsque les "mutins" avancent des mots d'ordre révolutionnaires: ce n'est plus seulement les "civils" qui doivent faire la Révolution mais aussi les "soldats". Des compagnies entières se mutinent. Le désir d'un gigantesque bouleversement social pour arrêter le massacre apparaît dans plusieurs lettres:

Ce n'est plus une guerre, c'est un massacre complet... Beaucoup désertent... je crois qu'on va faire comme chez les Russes, personne ne voudra plus marcher. Il est vrai que ce n'est plus une vie d'aller se faire trouser la peau pour gagner une tranchée ou deux, et ne rien gagner [\[33\]](#)... Plusieurs Régiments d'Infanterie ont refusé de marcher... Il faut la paix ou la révolte... Nous, c'est la paix qu'il nous faut. Si les civils ne peuvent pas la faire, peut-être le pourrons-nous, nous. C'est le drapeau rouge qu'il nous faut..."

Le mouvement se généralise sur tout le front. L'extension des luttes est considérée par la plupart des rebelles comme la seule garantie de leur succès. En effet, tout mouvement qui se restreint à une usine, une caserne, une ville, une région... est condamné à l'échec. Tout moment de répit permet à la bourgeoisie de faire basculer le rapport de force et d'imposer la répression sur les insurgés isolés. Il faut donc que ceux-ci dépassent les revendications locales et s'organisent sur des slogans qui parviennent à souder l'ensemble de la classe ouvrière. Cette organisation est l'expression partisane qui émerge de la lutte, c'est l'organisation du prolétariat en classe révolutionnaire.

Dans certains bataillons mutinés, les soldats entonnent l'Internationale et appellent leurs frères de classe à se reconnaître dans leur mouvement, qui est un mouvement de CLASSE POUR LA GUERRE SOCIALE. La réaction de la bourgeoisie, prise de panique, sera d'abord douce. Elle envoie un général pour parlementer mais rien n'y fait, cette fois les prolétaires sont déterminés à lutter et à ne plus se laisser massacrer. Mieux encore, ils menacent les compagnies et les officiers qui ne les suivent pas:

"[Le 24 mai, le 128ème] régiment s'est révolté et nous ne sommes pas montés en ligne... On a dû envoyer des chasseurs à cheval pour charger sur nous, mais tu peux penser comment ils ont été reçus. Le général de Corps d'Armée est venu, quand il a voulu descendre on s'est mis à crier "Des grenades! Des grenades!" Le Commandant a été porté dans les rues du pays en chantant l'Internationale; il avait voulu se tuer, le Colonel aussi... Plusieurs officiers se sont fait attraper sur la gueule en voulant faire du zèle et d'autres en offrant des cigares. Mais les poilus les ont engueulés en disant qu'on ne les envoyait pas à la boucherie pour un cigare. Le général de C.A. a été obligé d'intervenir. Quand dans son discours il a dit que nous étions tous de la chair à canon, il s'est fait recevoir un coup direct par un poilu dans l'abdomen. Cela va les dresser un peu... Le 227ème a déjà rouscaillé aussi et maintenant cela se communique dans tout le Corps d'Armée."

Le prolétariat émerge ainsi petit à petit du charnier. Il saisit comme une nécessité de généraliser le mouvement également en-dehors du front pour le renforcer. Mais ce mouvement possède aussi ses propres limites et illusions: la révolution n'est pas un Droit ni un Idéal, elle est au contraire le pas qualitatif, le gigantesque levier avec lequel le prolétariat réussira à renverser définitivement le Vieux monde.

"Vive la Révolution pour nous sauver la vie. C'est la Révolution générale qu'il nous faut, car on meurt de faim ici. On gagnera. Honneur aux midinettes. Elles prennent notre défense... On est complètement dégoûté de cette vie... Antoinette dit que ça fait du chambard à Paris. Ils vont peut-être nous aider à finir la guerre; il y a assez de temps qu'on nous traîne comme des bêtes et surtout maintenant qu'on nous fait crever de faim. Mais, ma foi, nous avons tous le moral si bas, si ça continue comme cela, je crois que cela n'ira plus dans l'armée. Ils ont beau nous bourrer le crâne, mais c'est fini, il y a, paraît-il, pas mal de régiments qui refusent de monter aux tranchées; nous devrions, nous, faire comme cela: savoir pour qui nous nous battons. Réclamer nos droits et finir cette guerre. Destruction de l'ouvrier et intérêts du capitaliste. Ils nous donnent du pain moisi. Si nous ne pouvons pas que le civil au moins travaille pour finir, il faut s'occuper de l'autre côté; c'est nous qui sommes la Force du Droit, et à nous de la faire valoir, de nous battre pour un Idéal... Ma chérie, s'il y a des bagarres à Lyon, comme à Paris, reste chez toi, ne te mêle de rien. Quant à moi, je me démerderai comme je pourrai."[[34]]

Un pas supplémentaire est franchi par le prolétariat lorsqu'il se donne les moyens de s'organiser et de donner une continuité à son combat. Comme en Russie, qui sert de référence, il crée des soviets. En s'organisant, il cesse d'être de la chair à canon pour se transformer en classe et devenir le sujet de sa propre histoire. Mais le prolétariat n'apparaissant pas de manière pure et détachée de la vieille société bourgeoise, le soviet s'engluie très vite dans le parlementarisme et l'assembléeisme. Au lieu d'agir et d'étendre le plus vite possible le mouvement partout où cela est possible, les prolétaires passent un temps fou à élire "des députés" chargés de discuter avec la bourgeoisie, laissant du même coup à cette dernière assez de temps pour reprendre les choses en main!

Le 26 mai 1917, 4 bataillons de la 158ème Division d'Infanterie se révoltent lorsqu'ils reçoivent l'ordre de remonter au front. Ils s'organisent et élisent des "députés", comme les Conseils de soldats qui venaient d'être créés dans l'armée russe et dont les soldats avaient entendu parler par des tracts envoyés de Paris. Suite au refus du commandant de recevoir leurs "députés", ils assiègent son Quartier Général.

La force du mouvement est tellement importante, l'enthousiasme tellement communicatif que la bourgeoisie se retrouve très vite prise par un tourbillon de doute. Elle n'a PRATIQUEMENT plus les moyens matériels de réprimer. Elle se contente dès lors de temporiser, discuter, négocier, espérant voir le mouvement refluer.

Après quelques heures, la situation pourrait par manque d'objectif précis et clairs à rapidement réaliser. Les soldats mutinés se retirent du QG de la 158ème DI et défilent en criant des slogans pacifistes sans que les officiers effrayés aient essayé de les en empêcher.

A nouveau par manque de place nous n'allons pas faire le tour de chacune des mutineries. Cela prendrait certainement plusieurs volumes. Mais il est clair que ce que nous décrivons ici se répétera dans toutes les unités de l'armée française. La généralisation du mouvement est tellement rapide et forte que la bourgeoisie complètement paralysée et ne peut imposer sa réponse: la répression pure et simple, les pelotons d'exécution! Les généraux eux-mêmes doivent venir parlementer, non par humanisme, mais parce qu'ils n'ont plus le rapport de force en leur faveur. Le défaitisme se propage dans toute l'armée, les révoltes sont massives et touchent des milliers de soldats à tel point qu'il n'est plus possible pour la bourgeoisie de réunir des éléments "sains et sûrs" pour réprimer. Il n'y a plus assez de troupes "loyales" pour entourer les troupes rebelles et les forcer à se rendre.

Pendant toute cette vague de mutineries, le rapport de force fut inversé, la discipline militaire bafouée, même par des sous-officiers qui furent nombreux à participer ou à organiser les révoltes. Contrairement à ce qui se passait au début, les troupes rebelles furent trop nombreuses pour être mises aux arrêts, jugées et exécutées. Les prolétaires purent enfin se venger sur leurs officiers d'années d'humiliation, leur cracher au visage leur haine, et les violenter... Ces officiers [[35]] surnommés les **buveurs de sang** craignaient tellement la colère des prolétaires armés qu'ils n'osaient plus porter les brassards qui les indentifiaient.

A Paris aussi, le défaitisme gagne du terrain!

Tandis que la révolte s'étend à l'ensemble du front, des manifestations et des grèves éclatent à Paris et en province. En 1917, il y aura 696 grèves et plus de 293.810 grévistes. Ces grèves éclatent en trois vagues: décembre-janvier, mai-juin et septembre. Suite aux grandes grèves de décembre-janvier, le Capital tente de calmer le jeu en lâchant du lest. Le ministère de l'Armement rehausse les salaires minimum applicables aux usines de guerre de la région parisienne. Le salaire des manoeuvres femmes est ainsi carrément doublé! Autre gadget bourgeois, l'installation de commissions "d'arbitrage obligatoire des conflits salariés", en janvier 1917. Des "délégués d'ateliers" apparaissent ainsi dans les usines Renault pour négocier avec la direction et retarder les luttes sociales.

Entre mai et juin 1917, des ouvrières en grève défilent régulièrement dans la plupart des grandes villes française. Le 1er juin à Paris, un meeting regroupant des milliers d'ouvriers se termine en bain de sang. Les grévistes affrontent le service de l'ordre bourgeois. Les mitrailleurs annamites [\[\[36\]\]](#) tirent et font plusieurs victimes. Nous n'avons pas pu vérifier si des fraternisations se sont malgré tout produites. Avant la fin de juin, on compte 70.000 grévistes dans les usines de guerre de la région parisienne.

Lors des manifestations de Paris, des permissionnaires français et russes fraternisent avec les grévistes et entonnent des chants révolutionnaires. Ils rendent compte à leur retour de ce qui se passe à Paris. Ils accélèrent ainsi le mouvement de décomposition qui touche le capital et font le lien entre les prolétaires du front de la production et ceux du front militaire.

Selon un rapport du Service de Renseignements de l'Armée, les bruits de grèves à Paris et en Province -auxquelles prennent part les permissionnaires- ainsi que les bruits de répression violente, font croire que la Révolution commence et qu'il suffit d'un mouvement de troupes pour la faire aboutir.

Dans cette ambiance survoltée éclatent dans les trains et dans les gares des manifestations de désobéissance. Les bruits de troubles dans les régiments circulent dans les trains parmi les permissionnaires qui rentrent du front. Beaucoup qui se révoltèrent ignoraient en effet plus ou moins que d'autres régiments en avaient fait autant. Le rôle de la censure à cette époque est évidemment de saisir toutes les lettres faisant circuler ce genre d'informations. Les soldats permissionnaires se rendent alors compte que ce qu'ils vivent dans leur propre régiment, presque tous les régiments le vivent. Ils apprennent que les mutineries ont touché toute l'armée, ce qui renforce le mouvement puisqu'ils sont tout-à-coup conscients de leur force. Dans les gares, ils crient des slogans révolutionnaires et défilent avec des drapeaux rouges:

"A bas la guerre! Nous en avons assez! Nous voulons la paix! Vive la Révolution! Vive la grève! A bas les galonnés! Nous couperons la tête aux galonnés!"

Ils détruisent du matériel, menacent et violentent la police qui tente d'intervenir. A leur arrivée à Paris, l'intérieur des trains est saccagé, les soldats agitant des drapeaux sont accueillis par des prolétaires en grève qui les invitent à assister à des réunions, leur distribuent des tracts et les aident à désertre en leur fournissant des vêtements civils!

Tous cela est d'ailleurs assez peu connu!!! Si pas carrément nié par l'historiographie officielle!

Beaucoup de déserteurs s'ajoutent au nombre grandissant de mutins. Alors qu'il y n'avait eu que 509 désertions en 1914, les chiffres s'emballent en 1915 pour atteindre 2433 en 1915, 8924 en 1916 et **30.000 déserteurs en 1917!**

Une grande partie de ceux-ci étaient des soldats en permission refusant de rejoindre leur régiment. Certains essayèrent même de retarder le départ des trains. Dans la gare de Troyes, par exemple, on vit des déserteurs décrocher les wagons, ouvrir les robinets de réservoirs d'eau et lancer des pierres sur les cheminots qui tentaient de s'opposer à ce **sabotage**. Car c'est bien de cela qu'il s'agit!

Bordeaux, Toulouse, Limoges, Saint-Etienne, Marseille, Grenoble, Rouen (grève générale des modistes),etc. connaissent aussi des troubles sociaux. Des révolutionnaires demandent la constitution de cellules communistes. Pas plus d'informations malheureusement!!!

Des tracts internationalistes circulent aux portes des usines et demandent aux ouvriers de se placer "à côté de leurs camarades de Russie et d'Allemagne, pour une action internationale contre la guerre de conquête".

Des vagues de grève ont lieu dans toutes les industries. Les usines de guerre sont les plus touchées malgré les salaires élevés. Comme sur le front, la répression est impossible: les troupes sénégalaises et la cavalerie refusent d'arrêter les manifestants et se solidarisent avec leurs frères de classe même s'ils sont noirs de peau, ce qui renforce le caractère classiste du mouvement! Le gouvernement doit négocier ou laisser les grèves suivre leur cours.

Parallèlement, au front, les derniers jours de mai, les troubles prennent un caractère plus violent, surtout **dans la région de Soissons**, la plus touchée par la dernière offensive française. Cette ville, centre militaire très actif, est située au coeur d'une vaste région encombrée de troupes cantonnées dans des casernes et dans les villages à moitié détruits. Elle constitue le noeud le plus important de communication et de convergence des permissionnaires qui y transitent. C'est donc là que l'information circule le mieux et qu'émerge un des multiples **centres d'organisation des mutineries**. Soissons devient même le foyer central.

C'est ici que l'affrontement est le plus violent. Deux classes s'affrontent, se combattent. La bourgeoisie pour continuer la guerre et le prolétariat pour mettre fin à la boucherie et imposer la Révolution sociale.

Depuis quelques jours, les réactions spontanées et individuelles font place de plus en plus à l'action de meneurs, de militants qui s'organisent et imposent une stratégie d'ensemble à la lutte. Alors qu'auparavant, il n'y avait pas d'objectif fixé si ce n'est celui, trop vague, d'arrêter la guerre, un minorité agissante mobilise et prépare l'affrontement à l'Etat. A plusieurs reprises, ils organisent des convois et tentent de rameuter un maximum de prolétaires autour de Soissons pour rejoindre la capitale et faire la Révolution à Paris avec leurs frères en grève. Alors qu'un grand nombre de mutineries éclatent autour des gares, les insurgés sont de plus en plus violents: ils ne discutent plus mais **tirent** sur les officiers.

A la mi-mai 1917, des soldats tirent en direction du général Taufflieb et de son ordonnance. Tout un Bataillon d'Infanterie du 21ème Corps d'Armée se mutine et se barricade. Ils chantent l'Internationale et tirent des fenêtres sur tout officier qui s'aventure dans leur périmètre. Les galonnés sont désorientés. Les mutins quittent leur caserne avec la ferme décision de prendre un train pour marcher sur Paris. Ils se feront finalement arrêter par un régiment de territoriaux.

La généralisation commence à faire ses effets. De plus en plus d'insurgés comprennent que c'est à Paris, là où se concentre le pouvoir de la bourgeoisie, que leur victoire doit se décider, dans ce gigantesque bras de fer qui oppose deux classes aux antagonismes irréconciliables.

La propagande défaitiste a beaucoup mordu sur **les 36ème et 129ème RI. Les nouvelles de Paris les mettent en effervescence et, au cours de réunions tumultueuses, les mutins décident de marcher sur la capitale avec la ferme intention de se joindre à un SOULEVEMENT pour abattre le gouvernement. Le 30 mai 1917, ces prolétaires suivis par quelques officiers, grimpent dans des camions et le cortège, pavoisé de drapeaux rouges défile dans les rues de Coevres... Les camions s'arrêtent dans une rue bondée de soldats et servent de plate-forme à des orateurs. Il affirment se battre:**

"...contre les massacres de la guerre, contre le gouvernement aux mains des profiteurs et ayant rejeté les offres de paix et contre les politiciens envoyant les hommes à la mort afin d'empêcher l'établissement d'un régime véritablement socialiste. Au lieu de se faire casser la figure au Chemin des

Dames, le 370ème régiment ferait mieux d'aller nettoyer le nid de vipères gouvernemental installé à Paris."

Quelques instants plus tard, 500 hommes dévalent en direction de la gare. Sur leur chemin ils tabassent un médecin-major et lynchent des membres de la police militaire qui veulent les arrêter. Ils prennent enfin d'assaut un train pour foncer sur Paris. Tous se passe bien jusqu'à Villers-Cotterêts où ils sont malheureusement interceptés par la cavalerie le 30 mai 1917. La réussite de ce coup de force aurait pu sans nul doute changer pas mal de choses dans l'histoire, mais n'étant pas là pour la réécrire, nous nous contenterons uniquement de faire ressortir cette tentative révolutionnaire de l'amnésie dont voudrait nous frapper la bourgeoisie.

Au début du mois de juin 1917, les mutineries deviennent plus audacieuses et durent plus longtemps. Elles éclatent sur une grande échelle dans les cantonnements où les mutins s'emparent des casernes et menacent leurs officiers. Vu le nombre d'insurgés, il devenait de plus en plus difficile de calmer une unité rebelle et de la faire remonter dans les tranchées.

Plusieurs régiments d'une même division (par exemple la 9ème) sont touchés le même jour en entraînant une autre division (la 5ème). Une Division d'infanterie comprend 22.000 hommes et un Régiment d'infanterie, 5.000 hommes!

En juin, le front n'est plus gardé que par des résidus de divisions et par quelques sections de régiments (100 hommes chacun!). En tout et pour tout il ne reste, d'après Pétain, plus que 2 divisions (44.000 hommes sur 8.400.000 mobilisés) entre les troupes allemandes et Paris sur lesquelles la bourgeoisie peut compter. On comprend que la bourgeoisie fait tout pour censurer une telle réalité. Mais malgré la censure, les nouvelles des mutineries sont véhiculées par les permissionnaires.

Le président de la République Poincaré s'inquiète:

"L'ordre est menacé partout, la fièvre s'étend".

Le 2 juin 1917, des mutineries éclatent dans des dizaines de régiments pendant plusieurs jours. L'armée n'est plus assez disciplinée pour combattre. Les soldats manifestent aux cris de "Vive la Russie! Vive la Révolution!".

Des tracts annoncent: "**la Commune de Paris vous attend!**".

Des régiments entiers disparaissent dans les bois pour s'organiser en camps retranchés. Un groupe de 700 mutins du 298ème RI se réfugie ainsi dans un bois et élit un conseil de soldats. Le même jour, tout près de Coevres, un grand nombre de révoltés du 370ème RI défilent en chantant l'Internationale et lancent des slogans révolutionnaires. Un ordre de départ pour le front avait tout déclenché. Des officiers essaient d'intervenir en vain:

"Vous êtes lieutenant aujourd'hui cria un soldat à l'un d'eux mais, moi, je serai peut-être demain capitaine dans l'armée de la Révolution!"

Les rebelles crient à ceux qui hésitent encore:

"Ouvrez vos oreilles, les condamnés à mort! Ecoutez, moutons! Libérez-vous de vos bergers, bétail conduit à l'abattoir! Révoltez-vous, chair à canon! Vos maîtres s'engraissent de vous en ce moment. Personne ne garde leurs repaires!"

Les différentes unités mutinées s'entraident en envoyant des encouragements, des vivres et de l'argent. Même la population civile de certains villages (Noyant-Anconin) joue un rôle dans les mutineries. La généralisation de l'affrontement ne se fait pas uniquement du côté militaire, même les "civils" y participent. Le 1 juin 1917, à Fère-en-Tardenois (25 km au SE de Soissons), un général est molesté et la mairie saccagée par des mutins de la 41ème DI.

Les rapports du contrôle postal (30 mai, 5 juin) et le rapport du service de renseignement de l'armée (établi le 11 juin) concluent que les mutineries sont dues à plusieurs causes qui vont de "l'esprit subversif régnant dans les tranchées" jusqu'à l'exemple de la Révolution russe. Pour le SRA, les mutineries s'expliquent aussi par les promesses de permissions non tenues ou injustes: les officiers étant privilégiés. Dans d'autres lettres:

la Patrie est tournée en dérision. On la "définit comme un groupement de capitalistes qui fait massacrer le peuple pour s'enrichir en sécurité...". "A défaut de la paix, il restera la Révolution". "Les Russes ont prouvé qu'elle était possible. Lorsqu'on aura renversé notre gouvernement de charcutiers et d'affameurs, la Paix se fera d'elle-même par manque de soldats. Peu importe que la France soit ou non sous le joug allemand."

La Révolution et le désordre russe, poursuit le rapport du SRA, ont causé une impression profonde. Ils sont devenus un exemple à suivre. La Conférence projetée à Stockholm, ont donné à supposer qu'elle allait amener la Paix. Voilà ce que conclut ce rapport de police.

Malheureusement, de tous ces événements n'est pas sortie une direction claire qui aurait pu CENTRALISER les diverses mutineries ou grèves et leur donner un pas qualitatif supplémentaire en leur fixant comme objectif la prise d'assaut et la destruction de l'Etat français. L'incapacité et la faiblesse du prolétariat de donner une direction au mouvement pour l'amener plus loin entraîne son échec.

La réaction de la bourgeoisie est à l'image de la frayeur que ces événements lui inspire. Elle tentera d'abord de les nier en maquillant le contenu classiste de ces luttes pour les ramener à un pur mouvement de "mauvaise humeur passagère". Les idéologues appointés trouveront son origine dans la lassitude de la guerre, les pertes subies et l'échec de l'offensive du général Nivelles. Pour d'autres, ces événements restent incompréhensibles et il ne peut s'agir somme toutes que d'un "complot anarchiste" ou d'"éléments louches venus de l'extérieur chargé d'exciter nos braves soldats".

Quoiqu'il en soit, le capital, face à l'ampleur du mouvement, ne peut plus le nier et est obligé de l'accepter pour ce qu'il est: un affrontement de classe.

Pour lutter contre et remobiliser le prolétariat afin qu'il retourne se faire massacrer, la bourgeoisie prend une série de mesures.

Elle remplace un général par un autre (Nivelles par Pétain) et réduit -pour l'instant- le massacre du prolétariat. Le gouvernement réagit en envoyant une commission d'enquête chargée de trouver les provocateurs. La censure est renforcée et une attention particulière est portée à la lecture des lettres venant du front pour localiser les meneurs et mieux réprimer les foyers d'agitation. La bourgeoisie envoie Pétain avec les pleins pouvoirs pour planifier la répression et imposer des réformes visant à mieux contrôler la situation.

La répression est à la mesure de la révolte: **2.500 prolétaires sont exécutés sur-le-champs**. Parmi ceux-ci 250 le sont collectivement. Ils seront jetés de force dans une partie tranquille du front en attendant que l'artillerie française les écrase sous des tonnes de mitrailles. Comble de l'ironie, les artilleurs chargés de cette ingrate besogne croiront stopper net une offensive allemande!

Une autre mesure importante concerne les abords des gares qui seront dorénavant mieux surveillés. Nous avons vu quel rôle central ces lieux ont joué durant ces événements.

En juillet 1917, la pacification sociale est arrivé à son terme. Le massacre peut reprendre...

FIN

[[1]] En fait, les différences idéologiques: étiquettes, tendances ("anarchiste", "syndicaliste révolutionnaire", "communiste") s'effacent devant l'action commune de ces militants. C'est leur action qui va les définir comme révolutionnaires ou non: "Au-delà de l'appellation de tel ou tel groupe ou organisation formelle, ce qui importe essentiellement, c'est la **pratique sociale** que recouvre son activité militante" (in Communisme n°36, p34).

[[2]] A cette époque, l'antimilitarisme servira de réponse bourgeoise à un sentiment réel parmi les ouvriers de refuser la guerre.

[[3]] Les renseignements que nous livrons dans cette chronologie se basent en grande partie sur... une étude minutieuse écrite par les pandores de l'époque en juillet 1914 pour faire le bilan de l'action des révolutionnaires contre la guerre. La plupart de ces informations, les flics les tiennent de tout un réseau d'indicateurs infiltrés et assistant à quasiment toutes les réunions, mêmes les plus secrètes (comme celles organisées en janvier 1914 par le Groupe anarchiste de Nancy, voir plus loin). Ces rapports constituent donc une mine d'or pour nous mais témoignent aussi et surtout de la formidable organisation de l'Etat qui sait où se trouve son ennemi (les militants et les organisations les plus "dangereuses") qu'il ne manquera pas de frapper impitoyablement lorsque ce sera nécessaire.

[[4]] Militant de la FCA qui devra se réfugier en Suisse pour échapper à la répression.

[[5]] Organe que nous n'avons trouvé nulle part malgré le fait qu'un grand nombre d'auteurs en parle comme un des plus radicaux durant ces années-là. Sur 5 numéros publiés, 4 seront officiellement interdits par les autorités civiles et militaires.

[[6]] Henri Combes (1887-1925), militant de la FCA et de la CGT, fut l'un des révolutionnaires les plus actifs et les plus conséquents de cette période.

[[7]] C'est lui que nous allons retrouver à l'origine du **Groupe anarchiste internationaliste de Londres** qui publiera un manifeste défaitiste en avril 1916 et qui luttera OUVERTEMENT contre cette raclure patriotique de Kropotkine. Pour plus d'informations nous renvoyons le lecteur à notre revue centrale en français n°36 "A propos de la Social-démocratie comme parti patriotique et quelques ruptures" (cf les dernières citations encadrées).

[[8]] Henri Combes est devenu en fait co-secrétaire de la FCA avec Eugène Boudot après l'arrestation de Lecoin le 15 novembre 1912 pour ses appels à la désertion. Boudot épaula Combes dans toutes ses ruptures. C'est pourquoi il devra lui aussi s'exiler en Angleterre pour éviter la répression. Il continuera toutefois à lutter à Londres avec son camarade et signera l'appel au défaitisme des internationalistes de Londres (1916).

[[9]] Eugène Jacquemin (1876-1930) est à cette époque secrétaire de la FCA, remplaçant ainsi Léon Jahane (qui avait lui-même succédé à Combes). Tous les deux font également partie de la CGT. Plus tard, Jacquemin, tout comme Sené, se ralliera à l'Union sacrée!

[[10]] Jacklon devra lui aussi lors de la déclaration de guerre s'enfuir pour éviter l'arrestation que les tractations entre Almereyda et le ministre Malvy n'avaient pas oublié (cf plus loin). Il s'exilera en Espagne où il se serait suicidé le 20 juillet 1921.

[[11]] Un grand nombre de déserteurs avaient fui à l'étranger, notamment à Londres. On voit ici la place qu'occupe cette ville comme lieu de rassemblement des révolutionnaires qui refusent de se plier à l'Union Sacrée qui arrive (cf plus loin).

[[12]] Durant la fin du XIXème siècle, Guesde sera en France ce que Kautsky fut en Allemagne, le pape du "marxisme le plus orthodoxe". Devenu chef du minuscule Parti Socialiste de France, il aurait établi un programme "révolutionnaire" qu'il soumit à la critique de Marx. Karl lui répondit par sa célèbre boutade: "Dans ce cas, je ne suis pas marxiste!"

[[13]] Un peu partout dans les grandes villes de province ont lieu des meetings pacifistes dans la semaine précédant la mobilisation. Certains groupes vont plus loin: ils appellent à l'insurrection et à la grève générale en cas de guerre et tentent de s'organiser alors qu'à Paris la CGT et la SFIO font tout pour désarmer le prolétariat.

Le 27 juillet à Amiens, des militants (CGT et anarchistes) se rencontrent pour préparer le sabotage de la mobilisation. Ils projettent un meeting contre la guerre et mettent au point le signal de l'annonce et de l'organisation de la grève révolutionnaire (l'envoi aux militants syndicalistes-révolutionnaires d'un journal comportant une marque spéciale de couleur). Ils s'intéressent également aux dépôts de munitions et d'explosifs.

Le 28 juillet, Fernand Chapon (figurant sur le carnet B), secrétaire de la Fédération des mineurs du Gard (CGT), publie un article dans "Le Populaire de Midi" (journal de la SFIO) dans lequel paraissent des extraits de la résolution du 1er octobre 1911 de la CGT: "pour la grève générale révolutionnaire en cas de guerre".

Le 29 juillet à Lyon, l'Union Ouvrière des Syndicats du Rhône (CGT) placarde une affiche sur les murs de la ville. Elle s'intitule "Contre la guerre" et appelle à la grève générale en cas de mobilisation:

"Rappelez-vous que les congrès confédéraux ont indiqué la **GREVE GENERALE** comme moyen de résistance à toute mesure de guerre et soyez prêts, le cas échéant, à désertier en masse les usines, les chantiers, les magasins. VIVE L'ENTENTE **INTERNATIONALE** DES TRAVAILLEURS. A BAS LA GUERRE."

Le 31 juillet 1914, se produit le sabotage d'un aiguillage et de fils électriques sur la ligne Orléans-Vierzon et, près de Meaux, des prolétaires complètement isolés tentent vainement de saboter des lignes télégraphiques et de chemin de fer.

([14]) dixit Rosmer in: "Le mouvement ouvrier français pendant la guerre. Tome II."

([15]) Directeur du journal "Le Bonnet Rouge" fondé en 1913 et subventionné par l'Etat tout comme pendant la guerre, le journal du libertaire Sébastien Faure: CQFD.

([16]) C'est ce même Millerand qui à la fin du siècle dernier était à la tête de la tendance au sein de la SFIO qui prônait le "ministérialisme". Voilà un social-démocrate qui a de la suite dans les idées et qui est arrivé à ses fins en héritant du poste ministériel ayant comme attribution le massacre des prolétaires!!!

([17]) Rappelons que le salaire moyen d'un ouvrier est de 13 F par jour.

([18]) Même les mot sont pourris. Pour nous il n'est pas question d'affirmer que la guerre est un moment "exceptionnel", "A-normal" du Capital mais bien un de ses mille moments de vie pour lui et de mort pour des millions d'êtres humains!

([19]) Transformé en 1916 en Ministre de l'Armement, il avait pour tâche de coordonner la production d'armement et de traiter les conflits sociaux qui éclatèrent fréquemment à partir de 1915 dans les usines de guerre.

([20]) Nous avons vu plus haut le rôle assez sympathique que ce militant a tenu dans la FCA durant les années précédant le carnage. Rappelons qu'il se trouve en prison lors du déclenchement de la guerre et qu'à sa libération, il passe sur des positions ouvertement pacifistes du style "Aime ton prochain"!

([21]) Malatesta est à l'époque encore secrétaire de ce qui restait de l'Internationale Anarchiste. Celle-ci s'était réunie pour la dernière fois à Amsterdam en 1907 et avait déjà vu s'affronter les internationalistes et les patriotes. Rappelons cet épisode tragi-comique d'un Kropotkine montant sur les tables pour brailler sa vénération sans bornes de la République française contre le militarisme prussien.

([22]) Revue fondée par Grave et Kropotkine dont la publication, tout comme celle du Libéraire, fut interrompue en 1914.

([23]) Ex-secrétaire de la FCA.

([24]) "Duchesses, ouvrières, bourgeoises aisées et simples paysannes marchaient d'un même pas vers les cimes du sacrifice généreusement accepté" selon la comtesse de Courson dans son livre "La femme française pendant la guerre", 1916.

([25]) Pour les puristes, le terme est à comprendre dans sa réalité bourgeoise comme un salaire nominal inférieur à celui des hommes pour un même travail.

([26]) Contre le féminisme, comme programme politique bourgeois, notre but n'est et ne sera jamais de séparer le prolétariat en catégories différentes et même concurrentes. Catégories (femmes, hommes, jeunes, syndiqués, retraités, étrangers...) souvent appelées par les diverses fractions gauchistes à lutter pour l'amélioration des conditions d'exploitation de l'une ou l'autre visant derrière tout ce racket uniquement à réformer l'esclavage salarié. Nous ne voulons pas pleurer sur les conditions "inhumaines" d'exploitation des femmes en particulier, mais mettre en évidence que la guerre, la destruction dans des proportions exceptionnelles des prolétaires, s'effectue à tous les niveaux, aussi bien dans les bagnes industriels que dans les charniers. Cela fait longtemps que l'ogre capitaliste ne se soucie plus de faire la distinction entre les êtres humains qu'il détruit.

[[27]] Pendant les derniers mois de la guerre, retour en force du discours officiel sur le thème du repeuplement et la priorité du rôle maternel. Après avoir imposé aux prolétaires femmes la production d'obus à tout prix, les nécessités de reconstruction du Capital et le retour proche des prolétaires mâles dans les usines leur imposent à présent la production de futures forces de travail. Le "devoir de la femme" est à présent:

"Enfanter, encore enfanter, toujours enfanter... Que la femme se refuse à enfanter et la femme ne mérite plus ses droits... Le prix de la femme, c'est l'enfant. Volontairement stérile, elle retourne au rang de la prostituée, de la fille de joie dont les organes ne sont plus que des instruments, des jouets obscènes, au lieu de rester le moule vénérable de tous les siècles futurs".

[[28]] Pour les lecteurs qui ne seraient pas au courant, les journaliers ne sachant plus comment décrire l'indescriptible boucherie, vont inventer de jolies petites histoires pour remplir leur torchons. Celle du "poilu" figure parmi elles. Le soldat était baptisé ainsi car quelques jours passés dans les tranchées rendaient méconnaissable n'importe quel être humain. Pour rendre la guerre moins "barbare", la bourgeoisie a songé octroyer le surnom affectif de "poilu" aux hommes qui continuaient à se sacrifier pour sa noble cause patriotique.

[[29]] Au même moment à Berlin, se déclenchent de nouvelles grèves massives.

[[30]] Dans toutes les armées, les fantassins redoutaient plus leur propre artillerie que celle des ennemis. Le manque de communication entre le front et l'arrière transformait toute avancée en opération suicide: les artilleurs ne savaient même pas sur qui ils tiraient. En général c'était carrément sur leurs propres troupes! De nombreux cas de règlements de compte entre "fantassins et artilleurs" se déroulaient lorsque les premiers étaient relevés et ramenés au repos à l'arrière.

[[31]] Nous ne savons pas si cette date (juillet 1917) correspond à la 3ème réunion des différents partis socialistes, après Zimmerwald et Kienthal: la conférence de Stockholm.

[[32]] Le 20 mai 1917, au 162ème Régiment d'Infanterie.

[[33]] Au 221ème Régiment d'Infanterie, 23 mai 1917.

[[34]] Lettre écrit par un soldat de la 3ème Armée, le 2 juin 1917.

[[35]] Cela concerne plus les officiers d'état-major qui étaient jugés comme les plus responsables des massacres comparativement aux officiers de troupe qui partageaient le sort des hommes dans les tranchées et dont beaucoup se révoltèrent et dirigèrent même les mutineries. Encore une réalité qu'aucun historien bourgeois n'est capable d'accepter!

[[36]] Qui sont en fait des troupes coloniales utilisées par le capital pour faire sa police dans les colonies et qui occasionnellement, comme ici, seront utilisées dans la répression. L'avantage est évident, ne parlant pas un seul mot de français, ils ne peuvent donc pas être contaminés par les insurgés!